

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2528

18 septembre 2014

SOMMAIRE

D.L. International S.A.	121309	Georgil Sàrl	121308
Echo-Mat Sàrl	121305	Germalux Investment II Sàrl	121298
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg)	121304	Germalux Investment I Sàrl	121299
EFG Multistrategy (Luxembourg) Fund ..	121302	Global Assets Group S.A.	121301
Elite Partners	121343	Global PepsiCo Luxembourg Holdings S.à r.l.	121300
Encore Plus Properties III S.à r.l.	121302	Goodman Bergamot Logistics (Lux) S.à r.l.	121298
Encore Plus Properties II S.à.r.l.	121301	Goodman Carmine Logistics (Lux) S.à r.l.	121298
Endurance Energies Investments S.à r.l.	121302	Goodman Heliotrope Logistics (Lux) S.à r.l.	121300
EPISO Jantar S.à r.l.	121303	Goodman Magnetite Logistics (Lux) S.à r.l.	121299
Episo Tapas S.à.r.l.	121305	Goodman Malachite Logistics (Lux) S.à r.l.	121312
EPX International S.A.	121301	Goodman Platinum Logistics (Lux) S.à r.l.	121300
Euroheart Investments S.à r.l.	121306	Goodman Rossocorsa Logistics (Lux) S.à r.l.	121309
EuroInvest Financing S.A.	121301	Gottex Real Asset Fund 1 (WTP) S.à r.l.	121300
European Media Holding S.à r.l.	121303	Grant Thornton Lux Audit S.A.	121306
Even RX Properties S.C.A.	121303	Green Point Holdings S.C.A.	121313
Facta Non Verba S.à r.l.	121309	Grim S.A.	121305
Fanisi Venture Capital Fund S.C.A., SI- CAV-SIF	121305	International Campus Student Housing I	121304
Fenjefflux S.à r.l.	121302	Rideaux, Tapis Oestreicher s.à.r.l.	121342
FH Energie Sàrl.	121310	Venus Acquisitions S.à r.l.	121312
Fläkt Woods ACS S.à r.l.	121306	W.B. Consulting S.à r.l.	121299
Fläkt Woods (Luxembourg) Sàrl	121305	Winvest Conseil S.à r.l.	121306
FMC Finance VI S.A.	121303	Zolverknapp S.à r.l.	121308
Foncière Jour S.A.	121306		
Format Management S.A.	121298		
Galejos	121298		
Garbuio International S.A.	121301		
G.B.G.	121300		
GCMT (Global Commerce Mondial Trad- ing) Luxembourg S.A.	121304		
Gego S.à r.l.	121341		

Goodman Carmine Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 177.404.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101101/9.

(140120266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Goodman Bergamot Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 163.866.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101099/9.

(140120265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Germalux Investment II Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 131.080.

- L'adresse de l'associé unique de la Société, GERMALUX INVESTMENT I Sàrl est actuellement la suivante:
124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014101086/13.

(140121173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Format Management S.A., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 90.000,00.

Siège social: L-6947 Niederanven, 12, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 157.414.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Administrateur

Référence de publication: 2014101070/11.

(140120744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Galejos, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 183.426.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.07.2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014101137/12.

(140121230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Goodman Magnetite Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 137.797.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101113/9.

(140120886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Germalux Investment I Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 131.088.

- L'adresse de l'associé unique de la Société, PSPLUX, est actuellement la suivante:

124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014101085/13.

(140121170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

W.B. Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8826 Perlé, 1, rue de Holtz.
R.C.S. Luxembourg B 121.077.

L'an deux mille quatorze, le premier juillet.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Willem BAMPS, commerçant, né à Tienen (Belgique) le 9 mars 1965, demeurant à 94, Duerfstrooss à L-9647 Doncols.

qui est le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée W.B. Consulting, S.à r.l., (la Société) ayant son siège social à L-8522 Beckerich, 6, Jos Seylerstrooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121.077.

Lequel comparant, détenteur de la totalité des cent (100) parts sociales de la société, a requis le notaire instrumentant d'acter ses résolutions prises comme suit:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de transférer le siège de la Société dans la commune de Rambrouch au 1, rue de Holtz à L-8826 Perlé.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide d'adapter les statuts de la Société et de modifier l'article 5 des statuts alinéa 1^{er} pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège social est établi dans la commune de Rambrouch.»

DONT ACTE, passé à Rambrouch, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Bamps, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 04 juillet 2014. Relation: RED/2014/1467. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 09 juillet 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014100585/32.

(140118905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Goodman Platinum Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 156.745.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101121/9.

(140120883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Goodman Heliotrope Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 137.795.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101107/9.

(140120397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Gottex Real Asset Fund 1 (WTP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 147.568.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101133/9.

(140121302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

G.B.G., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.129.294,00.**

R.C.S. Luxembourg B 184.245.

Extrait de la résolution unique prise par le Conseil de Gérance le 11 juillet 2014

Conformément à l'article 4 - siège social, alinéa 4.3 des statuts, le conseil de gérance a pris la décision de transférer le siège social de la société G.B.G. situé sis 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg au 282, route de Longwy à L-1940 Luxembourg avec effet au 23 mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Mandataire

Référence de publication: 2014102150/13.

(140122965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Global PepsiCo Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 131.152.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/07/2014.

Global PepsiCo Luxembourg Holdings S.à r.l.

M.P. Galliver

Manager

Référence de publication: 2014102155/14.

(140123179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Encore Plus Properties II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.505.200,00.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 111.140.

Le bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2014.
Référence de publication: 2014102070/10.
(140123747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

EuroInvest Financing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1525 Luxembourg, 3, rue Alexandre Fleming.
R.C.S. Luxembourg B 94.083.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 juillet 2014.
Par mandat
Lucy DUPONG
Liquidateur
Référence de publication: 2014102077/13.
(140123711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

EPX International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage.
R.C.S. Luxembourg B 52.739.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014102099/9.
(140123500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Global Assets Group S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 158.700.

Le Bilan arrêté au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg. Signature.
Référence de publication: 2014102175/10.
(140123491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Garbuio International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 44.770.

Les comptes au 31 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
GARBUIO INTERNATIONAL S.A.
Jacopo ROSSI / Robert REGGIORI
Administrateur / Administrateur
Référence de publication: 2014102164/12.
(140123489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Encore Plus Properties III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 123.420.

Le bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102071/10.

(140123768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

**EFG Multistrategy (Luxembourg) Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV
- Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 151.845.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102090/11.

(140123123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Endurance Energies Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 147.527.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui s'est tenue en date du 24 juin 2014 au siège social que:
Suite à la réélection de tous les gérants sortants, leurs mandats se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2014, le Conseil de Gérance se compose de:

- Raf BOGAERTS, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- John DRURY, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Michelin House, 3^{ème} étage, 81, Fulham Road, Londres SW3 6RD, Angleterre;
- Robert SMEELE, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Grafenauweg, 10, CH-6300 Zug, Suisse;
- Johny SERÉ, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Jean Monnetlaan, B-1804 Vilvoorde, Belgique;
- Dimitri MARECHAL, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Peggy PARTIGIANONE, administratrice de sociétés, avec adresse professionnelle à 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

A été réélu comme réviseur d'entreprises agréé, son mandat prenant fin lors de l'Assemblée qui se prononcera sur les comptes de l'exercice 2014:

- Ernst & Young, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2.

Référence de publication: 2014102072/24.

(140122699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Fenjefflux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 144.686.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102135/9.

(140123836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

EPISO Jantar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.081.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102097/10.

(140123761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

FMC Finance VI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 146.877.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102143/9.

(140123775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

European Media Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 45.889.278,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 171.774.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102079/10.

(140123450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Even RX Properties S.C.A., Société en Commandite par Actions.**Capital social: EUR 42.860,00.**

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 124.378.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 26 juin 2014

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires en date du 26 juin 2014, que:

- Les associés ont pris acte de la démission de Madame Maria Sonia Gonzalez Valverde de son mandat de Commissaire aux comptes de la société au 26 juin 2014.
- PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg a été réélu réviseur d'entreprises agréé de la société. Son mandat est reconduit jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2014.
- Monsieur Laurent Chappuis, avec adresse professionnelle au 7, Rue Roi Victor Amé, CH-1227 Carouge, Suisse, a été réélu Commissaire aux comptes, membre du Conseil de surveillance jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 26 juin 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014102113/20.

(140123644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

GCMT (Global Commerce Mondial Trading) Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 180.344.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014101141/10.

(140120161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 88.591.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 20 mars 2014 à 11h30

L'Assemblée décide:

- le renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Geoffroy LINARD DE GUERTECHIN et de Monsieur Franck SARRAZIN pour une durée d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015;
- la nomination de Monsieur Marc AMBROISIEN, né le 08/03/1962 à Thionville (France), domicilié professionnellement 20, boulevard Emmanuel Servais - L-2535 Luxembourg (Luxembourg), pour une durée d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015;
- la nomination de Monsieur Laurent TIGNARD, né le 26/12/1963 à Salies-de-Béarn (France), domicilié professionnellement 47, rue du Faubourg St Honoré - F-75008 Paris (France), pour une durée d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Le mandat d'Administrateur de Monsieur Reggie VAN LEER n'est pas renouvelé.

L'Assemblée décide également le renouvellement du mandat de PricewaterhouseCoopers S.à.r.l en qualité de Réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg (Luxembourg) et inscrit au RCS Luxembourg sous le numéro B-65477, pour une nouvelle période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Pour la société

Franck Sarrazin / Geoffroy Linard de Guertechin

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014103058/28.

(140121349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

International Campus Student Housing I, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 179.983.

Extrait des décisions prises lors du conseil de gérance en date du 16 mai 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} juin 2014.

Veillez noter que les adresses professionnelles de Mme Valérie PECHON et M. Roeland DE GRAAF, gérants de catégorie B, se situent désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour International Campus Student Housing I

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014102219/16.

(140122534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Echo-Mat Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3385 Noertzange, 13, route de Kayl.
R.C.S. Luxembourg B 114.661.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014102084/10.

(140122942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Grim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 121.166.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014101168/10.

(140121309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Fläkt Woods (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 38.500,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 85.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102124/10.

(140123733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Episo Tapas S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.303.750,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 147.761.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102098/10.

(140123691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Fanisi Venture Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 150.760.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 27 juin 2014:

- Le mandat d'Ernst & Young S.A., réviseur d'entreprise agréé de la société, a été renouvelé;
- Le nouveau mandat d'Ernst & Young S.A. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2015 statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102132/13.

(140122934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Euroheart Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 130.526.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EUROHEART INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014102107/11.

(140123308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Fläkt Woods ACS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 158.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102125/10.

(140123741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Foncière Jour S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 122.579.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014102146/10.

(140123053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Grant Thornton Lux Audit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89A, Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 43.298.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.

Référence de publication: 2014102181/11.

(140122740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Winvest Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 123.591.

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg

A COMPARU:

Trief Corporation S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 115, avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 50.162, ici représentée par Monsieur Jean-Yves Hémery, délégué à la gestion journalière, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui substituée.

La procuration sera signée «ne varietur» par le mandataire et par le notaire instrumentant, et restera annexée aux présentes pour être formalisé avec l'acte.

La comparante, en sa qualité d'associé unique (l'«Associé Unique») de la société Winvest Conseil S.à r.l. («la Société»), ayant son siège social au 115, avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 123.591 constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 21 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 395 du 17 mars 2007 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 15 décembre 2011, suivant un acte reçu par le notaire instrumentant et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 878 du 4 avril 2008,

a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de trente-et-un millions quatre-vingt-dix mille six cents euros (EUR 31.090.600,-), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à trente-et-un million cent trois mille cent euros (EUR 31.103.100,-), par la création et l'émission de trois cent dix mille neuf cent six (310.906) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Les trois cent dix mille neuf cent six (310.906) nouvelles parts sociales ont été souscrites par l'Associé unique moyennant renonciation définitive et irrévocable à une créance certaine, liquide et exigible au montant total de trente-et-un millions quatre-vingt-dix mille six cents euros (EUR 31.090.600,-) existant à son profit et en annulation de cette même créance à due concurrence.

La justification de l'existence de ladite créance a été rapportée au notaire instrumentant par des documents comptables.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt-et-un millions cent trois mille cent euros (EUR 21.103.100,-) pour le porter de son montant actuel de trente-et-un millions cent trois mille cent euros (EUR 31.103.100,-) représenté par trois cent onze mille et trente-et-une (311.031) parts sociales ayant une valeur nominale cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) par voie d'annulation de deux cent onze mille et trente-et-une (211.031) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Cette réduction de capital est réalisée par apurement de pertes pour un montant total de vingt-et-un millions cent trois mille et cent euros (EUR 21.103.100,-).

Tous pouvoirs sont conférés aux gérants et aux délégués à la gestion journalière pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article six (6) des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. (Premier alinéa).** Le capital social est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) parts sociales, d'une valeur de cent euros (EUR 100,-) chacune.»

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est estimé à environ EUR 6.800.-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ce mandataire a signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: Jean-Yves HEMERY, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 01 juillet 2014. Relation GRE/2014/2586. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014100594/64.

(140119708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Georgil Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4446 Belvaux, 4, rue de France.

R.C.S. Luxembourg B 61.779.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014101149/10.

(140121121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Zolverknapp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 223, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 67.911.

L'an deux mil quatorze, le deuxième jour de juillet.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

1) Madame Danielle Funk, agent immobilier, née à Luxembourg, le 3 février 1961, demeurant à L-4993 Sanem, 61, Cité Schmiedenacht;

Madame Danielle Funk, prénommée, déclare être l'associé unique de la société «ZOLVERKNAPP S.à r.l.», société à responsabilité limitée avec siège social à L-4415 Soleuvre, 8a, Rue Basse, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous la section B numéro 67911, constituée suivant acte reçu par le notaire Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, le 11 janvier 1999, publié au Mémorial C numéro 190 du 20 mars 1999, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un procès-verbal de la réunion des associés concernant la conversion de FLUX en EUROS, tenue au siège social, publié au Mémorial C numéro 517 du 3 avril 2002.

L'associé unique a prié le notaire instrumentaire de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de L- 4415 Soleuvre, 8a, Rue Basse, à L- 8011 Strassen, 223, route d'Arlon.

Deuxième résolution

En conséquence l'associé unique décide de modifier le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. (premier alinéa). "Le siège de la société est établi dans la commune de Strassen."*Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille cent euros (1.100.-EUR).

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clerks et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom, état et demeure, les comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Danielle Funk, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 3 juillet 2014. LAC / 2014 / 30980. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100616/40.

(140119975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Facta Non Verba S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 165.238.

Il résulte de d'une décision prise lors de l'assemblée générale extraordinaire du 7 juillet 2014 les résolutions suivantes:
L'associé unique décide de transférer le siège de la société au 51, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014101051/13.

(140120152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Goodman Rosscorsa Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 164.824.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101125/9.

(140120881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

D.L. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 97.490.

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire (ci-après l'«Assemblée Générale») des actionnaires de la société «D.L. International S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme établie et ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 97.490, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire prénommé, en date du 02 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 26 du 08 janvier 2004 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, intervenant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire prénommé, en date 08 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2312 du 17 septembre 2012.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Johanna SCHADECK, expert-comptable, résidant professionnellement au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Annabelle GIOVANARDI, employée privée, résidant professionnellement au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

II. Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg), avec effet immédiat et modification subséquente de l'article deux (2), premier alinéa des statuts de la Société avec même effet.
2. Acceptation de la démission de deux Administrateurs, décharge et nomination de leurs remplaçants.
3. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes, décharge et nomination de son remplaçant.

4. Divers.

L'Assemblée Générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la Société du 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg) avec effet immédiat.

En conséquence, et avec même effet, l'article deux (2), premier alinéa des statuts de la Société est modifié, lequel alinéa aura désormais la teneur suivante:

Art. 2. (premier alinéa). «Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission de deux Administrateurs, Madame Brigitte DENIS (Président du Conseil d'Administration) et Monsieur Marc LIBOUTON, avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale leur accorde décharge pleine et entière pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

L'Assemblée Générale décide de nommer, en remplacement des administrateurs démissionnaires, Madame Johanna SCHADECK, expert-comptable, née le 22 février 1979 à Messancy (Belgique), résidant professionnellement au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg et Madame Annabelle GIOVANARDI, employée privée, née le 28 avril 1969 à Briey (France), résidant professionnellement au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg. Leur mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle de l'an 2020.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission du Commissaire aux Comptes, la société anonyme H.R.T. REVISION S.A., avec effet immédiat. L'Assemblée Générale lui accorde décharge pleine et entière pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour.

L'Assemblée Générale décide de nommer, en remplacement du Commissaire démissionnaire, la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois FASCONTROL S.à r.l., ayant son siège social au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B, sous le numéro 180.135. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle de l'an 2020.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au nouveau siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: J. SCHADECK, A. GIOVANARDI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 juin 2014. Relation: EAC/2014/8871. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014100933/70.

(140120242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

FH Energie Sàrl., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4083 Esch-sur-Alzette, 370, boulevard Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 188.502.

STATUTS

L'an deux mil quatorze

Le sept juillet.

Pardevant Maître Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU

1.- La société FHENERGIE, société de droit français, immatriculée au Registre de Commerce de Thionville sous le numéro TI 511 696 601, avec pour siège social, F-57330 Entringe, 20, rue Principale,

Ici représentée par son unique gérant:

Monsieur Francis HAZOTTE, gérant de société, né le 16 juillet 1969 à Nancy (France), demeurant à F-57330 Entringe, 20, Rue Principale;

2.- Monsieur Francis HAZOTTE, gérant de société, né le 16 juillet 1969 à Nancy (France), demeurant à F-57330 Entringe, 20, Rue Principale;

Lesquels comparants, présents ou représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:
FH ENERGIE S.à.r.l.

Art. 2. La société a pour objet l'achat, la vente, la maintenance, l'installation de matériels frigorifiques, de climatisations, d'énergie renouvelables, de chauffage et sanitaire.

La société pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 3. Le siège social est établi à ESCH/ALZETTE.

Art. 4. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort, excepté aux héritiers réservataires et au conjoint survivant, requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droits et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

Souscription

Le capital a été souscrit comme suit:

1.- La société FHENERGIE, préqualifiée, SOIXANTE-QUINZE PARTS SOCIALES	75
2.- Monsieur Francis HAZOTTE, préqualifié, VINGT-CINQ PARTS SOCIALES	25
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,-€) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à MILLE EUROS (€ 1.000,-).

Décisions

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les décisions suivantes:

I.- Est nommé gérant de la société:

Monsieur Francis HAZOTTE, préqualifié,

II.- La société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

III.- Le siège social de la société se trouve à L-4083 Esch/Alzette, 370, Boulevard Charles de Gaulle.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: Hazotte, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9556. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014101055/78.

(140120382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Goodman Malachite Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 137.761.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101114/9.

(140120805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Venus Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.695.691,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 159.605.

Suite à la cession de parts intervenue en date du 27 juin 2014 entre RB Investments 1 Limited, ayant son siège social au 135, Bishopsgate, EC2M 3 UR, Londres, Royaume-Uni, immatriculée sous le numéro 6386390 avec le Registrar of Companies of England and Wales et SOF Annex Nominees Limited, ayant son siège social au 8 Hannover Street, W1S 1YF, Londres, Royaume-Uni, immatriculée sous le numéro 8926535 avec le Registrar of Companies of England and Wales les 28.486.510 parts sociales de classe A d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, les 26.786.510 parts sociales de classe B d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, les 26.786.510 parts sociales de classe C d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, les 26.786.510 parts sociales de classe D d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, les 26.786.510 parts sociales de classe E d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, les 26.786.510 parts sociales de classe F d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, les 26.786.510 parts sociales de classe G d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, les 26.786.510 parts sociales de classe H d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, les 26.786.510 parts sociales de classe I d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, les 26.786.510 parts sociales de classe J d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune sont transférées à SOF Annex Nominees Limited.

SOF Annex Nominees Limited, ayant son siège social au 8 Hannover Street, W1S 1YF, Londres, Royaume-Uni, immatriculée sous le numéro 8926535 avec le Registrar of Companies of England and Wales détient 28.486.510 parts sociales de classe A

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, 26.786.510 parts sociales de classe B

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, 26.786.510 parts sociales de classe C

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, 26.786.510 parts sociales de classe D

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, 26.786.510 parts sociales de classe E

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, 26.786.510 parts sociales de classe F

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, 26.786.510 parts sociales de classe G

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, 26.786.510 parts sociales de classe H

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, 26.786.510 parts sociales de classe I

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune, 26.786.510 parts sociales de classe J

d'une valeur nominale de USD 0.01 chacune

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Venus Acquisitions S.à r.l.

Patrick van Denzen

Gérant

Référence de publication: 2014100562/37.

(140120005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Green Point Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 156.664.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of July.

Before us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of shareholders of Green Point Holdings S.C.A., a société en commandite par actions incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 156664, incorporated on 8 November 2010 pursuant to a deed of the notary Maître Joseph Elvinger, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2770 on 16 December 2010 (the "Company"). The articles of association of the Company were amended for the last time pursuant to a deed of the same notary on 22 November 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 70 on 11 January 2013.

The meeting is opened at 5.30 p.m, with Mr Philipp Metzschke, employe, with professional address in Luxembourg, in the chair,

who appoints as secretary and scrutineer Mr Olivier Harles, employe, with professional address in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Cancellation of voting beneficiary units of classes V-A1, V-A2, V-A3, V-A4, VB1 and V-B2 of the Company;
2. Conversion of non-voting beneficiary units of classes E-A1, E-A2, E-A3 and E-A4 of the Company into shares of classes A1, A2, A3 and A4 of the Company;
3. Redemption and cancellation of shares of classes of B1 and B2 and economic beneficiary units of classes E-B1 and E-B2 of the Company;
4. Subscription of new shares of classes of A1, A2, A3 and A4 of the Company;
5. Full restatement of the articles of association of the Company;
6. Miscellaneous.

II. - That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties, will also remain annexed to the present deed.

III. - That the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to cancel all:

- One hundred seventy-one (171) voting class V-A1 beneficiary units;
 - One hundred seventy-one (171) voting class V-A2 beneficiary units;
 - One hundred seventy-one (171) voting class V-A3 beneficiary units;
 - One hundred seventy-one (171) voting class V-A4 beneficiary units;
 - Three hundred eighty-seven thousand seven hundred twenty-four voting (387,724) class V-B1 beneficiary units; and
 - Three hundred eighty-seven thousand seven hundred twenty-four (387,724) voting class V-B2 beneficiary units;
- which have been previously repurchased.

Second resolution

The general meeting resolves to convert all:

- One hundred seventy-one (171) non-voting class E-A1 beneficiary units;
- One hundred seventy-one (171) non-voting class E-A2 beneficiary units;
- One hundred seventy-one (171) non-voting class E-A3 beneficiary units; and

- One hundred seventy-one (171) non-voting class E-A4 beneficiary units;

having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each and that are currently held by H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd, a company incorporated and existing under the laws of Cayman Islands registered with the respective Cayman Islands authority under number 249126, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, into:

- One hundred seventy-one (171) class A1 shares;
- One hundred seventy-one (171) class A2 shares;
- One hundred seventy-one (171) class A3 shares; and
- One hundred seventy-one (171) class A4 shares;

having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each and subscribed by H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd., aforementioned.

Third resolution

The general meeting resolves to redeem and cancel all of the following shares:

- one million five hundred and fifty-one thousand one hundred and thirty-seven (1,551,137) class B1 shares and one million five hundred and fifty-one thousand one hundred and thirty-seven (1,551,137) class B2 shares held by H.I.G. Luxembourg Holdings 31 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 172.215, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of thirty-one thousand twenty-two euro and seventy-four cent (EUR 31,022.74);

- four hundred and thirty-one thousand eight hundred and eighteen (431,818) class B1 shares and four hundred and thirty-one thousand eight hundred and eighteen (431,818) class B2 shares held by Raycrown (Malta) Limited, a company organized under the laws of Malta and incorporated in Malta under registration number C 60804 and whose registered office is at Level 6 - suite 1, The Plaza Commercial Centre, Bisazza Street, Sliema SLM1640, Malta, and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of eight thousand six hundred thirty-six euro and thirty-six cent (EUR 8,636.36);

- three hundred and eighteen thousand one hundred and eighty-two (318,182) class B1 shares and three hundred and eighteen thousand one hundred and eighty-two (318,182) class B2 shares held by HMAJG Co. LLC, a company organized under the laws of Delaware, USA, and incorporated in Delaware, USA, under registration number 48998508 at Delaware, USA, and whose registered office is at 2257 Westville Road, Town of Marydel, County of Kent, Delaware 19964, USA, and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of six thousand three hundred sixty-three euro and eighty-three cent (EUR 6,363.83);

- three hundred and eighteen thousand one hundred and eighty-two (318,182) class B1 shares and three hundred and eighteen thousand one hundred and eighty-two (318,182) class B2 shares held by Elizabeth Walker, residing at 63 Holland Park, London W11 3SJ, UK, and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of six thousand three hundred sixty-three euro and eighty-three cent (EUR 6,363.83);

- two hundred and twenty-seven thousand two hundred and seventy-two (227,272) class B1 shares and two hundred and twenty-seven thousand two hundred and seventy-two (227,272) class B2 shares held by Patrick Smulders, residing at 57 Bassett Road, London W10 6JR, UK, and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of four thousand five hundred forty-five euro and forty-four cent (EUR 4,545.44);

- one hundred and seventy thousand four hundred and fifty-five (170,455) class B1 shares and one hundred and seventy thousand four hundred and fifty-five (170,455) class B2 shares held by Olivier Haarmann residing at 41 Lansdowne Road, London W11 2LQ, UK, and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of three thousand four hundred nine euro and ten cent (EUR 3,409.10);

- four hundred and thirty-one thousand eight hundred and eighteen (431,818) class B1 shares and four hundred and thirty-one thousand eight hundred and eighteen (431,818) class B2 shares held by Green Point Management Beteiligungs GmbH & Co. KG and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of eight thousand six hundred thirty-six euro and thirty-six cent (EUR 8,636.36);

- eight hundred and sixty-eight thousand thirty-two (868,032) class B1 shares and eight hundred and sixty-eight thousand thirty-two (868,032) class B2 shares held by DSD Holdings Limited, a limited partnership organized under the laws of Germany and to be registered in the local court of Cologne with its business address at Frankfurter Straße 720-726, 51145 Cologne (the Management KG), represented by Green Point Management Verwaltungs GmbH, a limited liability company organized under the laws of Germany and registered in the local court of Cologne under registration number HRB 72530 and whose business address is at Frankfurter Straße 720-726, 51145 Cologne, and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of seventeen thousand three hundred sixty euro and sixty-four cent (EUR 17,360.64); and

- two hundred and ninety-five thousand three hundred and eighty (295,380) class B1 shares and two hundred and ninety-five thousand three hundred and eighty (295,380) class B2 shares held by Florida Greenpoint International Limited,

a company existing under the laws of the Cayman Islands, registered with the Register of Companies of the Cayman Islands under number FC - 253006, having its registered office at Anderson Square, Fourth Floor, 64 Shedden Road, PO Box 10324, Grand Cayman, KY1-1003, Cayman Islands, and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of five thousand nine hundred seven euro and sixty cent (EUR 5,907.60).

The general meeting also resolves to redeem and cancel all three hundred and eighty-seven point seven two four (387,724) class E-B1 non-voting beneficiary units and three hundred and eighty-seven point seven two four (387,724) class E-B2 non-voting beneficiary units held by H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd., aforementioned, and having a nominal value of one cent of an euro (EUR 0.01) each, paid out by a contribution in cash of seven thousand seven hundred fifty-four euro and forty-eight cent (EUR 7,754.48).

Fourth resolution

The general meeting further decides to issue four million nine hundred and eighty-nine thousand two hundred and sixty-four (4,989,264) new class A shares with a nominal value of one cent of a euro (EUR 0.01) each.

The four million nine hundred and eighty-nine thousand two hundred and sixty-four (4,989,264) new class A shares issued have been subscribed as follows:

- six hundred and eight thousand five hundred and sixty-four (608,564) new class A1 shares, six hundred and eight thousand five hundred and sixty-four (608,564) new class A2 shares, six hundred and eight thousand five hundred and sixty-four (608,564) new class A3 shares and six hundred and eight thousand five hundred and sixty-four (608,564) new class A4 shares have been subscribed by H.I.G. Luxembourg Holdings 31 S.à r.l., aforementioned, for an aggregate price of twenty-four thousand three hundred forty-two euro and fifty-six cent (EUR 24,342.56);

- one hundred and fifty-nine thousand three hundred and ninety (159,390) new class A1 shares, one hundred and fifty-nine thousand three hundred and ninety (159,390) new class A2 shares, one hundred and fifty-nine thousand three hundred and ninety (159,390) new class A3 shares and one hundred and fifty-nine thousand three hundred and ninety (159,390) new class A4 shares have been subscribed by Raycrowne (Malta) Limited, aforementioned, for an aggregate price of six thousand three hundred seventy-five euro and sixty cent (EUR 6,375.60);

- sixty-seven thousand five hundred and twenty (67,520) new class A1 shares, sixty-seven thousand five hundred and twenty (67,520) new class A2 shares, sixty-seven thousand five hundred and twenty (67,520) new class A3 shares and sixty-seven thousand five hundred and twenty (67,520) new class A4 shares have been subscribed by HMAJG Co. LLC, aforementioned, for an aggregate price of two thousand seven hundred euro and eighty cent (EUR 2,700.80);

- thirty-three thousand seven hundred and forty-three (33,743) new class A1 shares, thirty-three thousand seven hundred and forty-three (33,743) new class A2 shares, thirty-three thousand seven hundred and forty-three (33,743) new class A3 shares and thirty-three thousand seven hundred and forty-three (33,743) new class A4 shares have been subscribed by Elizabeth Walker, aforementioned, for an aggregate price of one thousand three hundred forty-nine euro and seventy-two cent (EUR 1,349.72);

- thirty-three thousand seven hundred and sixty-three (33,763) new class A1 shares, thirty-three thousand seven hundred and sixty-three (33,763) new class A2 shares, thirty-three thousand seven hundred and sixty-three (33,763) new class A3 shares and thirty-three thousand seven hundred and sixty-three (33,763) new class A4 shares have been subscribed by Patrick Smulders, aforementioned, for an aggregate price of one thousand three hundred fifty euro and fifty-two cent (EUR 1,350.52);

- thirty-three thousand seven hundred and seventy-six (33,776) new class A1 shares, thirty-three thousand seven hundred and seventy-six (33,776) new class A2 shares, thirty-three thousand seven hundred and seventy-six (33,776) new class A3 shares and thirty-three thousand seven hundred and seventy-six (33,776) new class A4 shares have been subscribed by Oliver Haarmann, aforementioned, for an aggregate price of one thousand three hundred fifty-one euro and four cent (EUR 1,351.04);

- three hundred and ten thousand five hundred and sixty (310,560) new class A1 shares, three hundred and ten thousand five hundred and sixty (310,560) new class A2 shares, three hundred and ten thousand five hundred and sixty (310,560) new class A3 shares and three hundred and ten thousand five hundred and sixty (310,560) new class A4 shares have been subscribed by Green Point Management Beteiligungs GmbH & Co. KG, aforementioned, for an aggregate price of twelve thousand four hundred twenty-two euro and forty cent (EUR 12,422.40);

The shares so subscribed have been fully paid up in cash, as has been evidenced to the undersigned notary who confirms this expressly.

As a result of the capital measures mentioned in resolutions 2, 3 and 4, the general meeting approves to decrease the share capital from its current amount of ninety-two thousand three hundred forty-seven euro and two cent (EUR 92,347.02) to fifty thousand and one euro (EUR 50,001).

Fifth resolution

The general meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“A. Name - Duration - Purpose - Registered office - Shareholders’ liability

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société en commandite par actions under the name of "Green Point Holdings S.C.A." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1 The Company’s purpose is the creation, holding and development of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, including existing loans, claims or receivables as well as equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio in view of its realization by sale, public offering, exchange or otherwise.

3.2 It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector, the Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.3 Within the same restriction as in Article 3.2, the Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may in particular:

- raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company’s registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company’s registered office may be transferred by a resolution of the General Partner.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company (the "General Meeting of Shareholders"), adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner.

Art. 5. Shareholders’ liability. The Company’s general partner, Green Point Holdings GP S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies’ register under number RCS B 156 646, having its registered office at 5 rue Guillaume Kroll, L-1025 Luxembourg, (the "General Partner") shall be personally and indefinitely liable for all corporate liabilities which cannot be paid out of the Company’s assets. Any other shareholder (associé commanditaire) shall only be liable up to the amount of his/her/its commitment to the Company.

B. Share capital - Shares - Register of shares - Ownership and transfer of shares - Beneficiary units

Art. 6. Share capital.

6.1 Issued share capital

6.1.1 The Company’s issued share capital is set at EUR 50,001 (in words: Euro fifty thousand and one), consisting of the following 5,000,100 (in words: five million one hundred) shares, all shares having a par value of one Cent (EUR 0.01) each:

- 1,250,000 (in words: one million two hundred fifty thousand) class A1 shares;
- 1,250,000 (in words: one million two hundred fifty thousand) class A2 shares;
- 1,250,000 (in words: one million two hundred fifty thousand) class A3 shares;

d) 1,250,000 (in words: one million two hundred fifty thousand) class A4 shares (together with the class A1 shares, the class A2 shares and the class A3 shares, the "Class A Shares");

and

e) 100 (in words: one hundred) management shares.

6.1.2 Under the terms and conditions provided by law and notwithstanding the authorisation granted to the General Partner in Article 6.2, the Company's issued share capital may be reduced or increased by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

6.2 Authorised share capital

6.2.1 The Company's authorised share capital ("Authorised Share Capital") is set at EUR 991,347.24 (in words: Euro nine hundred ninety-one thousand three hundred forty-seven and twenty-four Cent).

6.2.2 During a period of time of five years from the date of publication of these articles of association or, as the case may be, of the resolution to renew, to increase or to reduce the Authorised Share Capital, in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the General Partner be and is hereby authorized to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares, within the limit of the Authorised Share Capital, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically to proceed to such issue by suppressing or limiting the existing shareholder's/shareholders' preferential right to subscribe for the new shares to be issued, subject to Articles 6.3 and 6.4.

6.2.3 This authorisation may be renewed once or several times by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five years.

6.2.4 Under the terms and conditions provided by law, the Company's Authorised Share Capital may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

6.3 Creation of Additional Classes of Shares

If the Class A Shares are redeemed or repurchased by the Company in accordance with these articles of association and/or the Securityholders' Agreement (if any) (as defined in Article 9.6), the shareholders shall promptly vote in favor of and create new classes of Class A Shares with the same par value per share, the same number (per class and in total) and the same economic and legal rights as all redeemed or repurchased classes of Class A Shares, which are to be issued to the owners of the redeemed or repurchased Class A Shares pro rata to their holding in such redeemed or repurchased Class A Shares and against payment in cash of respective nominal amounts ("Refill Issuance"), if and to the extent no Authorised Share Capital exists. If and to the extent the Company has a sufficient Authorised Share Capital, the creation of the new classes of Class A Shares shall be resolved by the General Partner in accordance with the rules set out in the preceding sentence. If and to the extent a shareholder decides not to subscribe for such new shares, the total number of issued Class A Shares shall be reduced by the non-subscribed portion. Without prejudice to the other provisions of these articles of association and/or the Securityholders' Agreement (if any), the General Partner may determine in its sole and absolute discretion any deviations from the provisions of this paragraph.

In addition, if the current Authorised Share Capital expires, the shareholders shall vote in favour to create new Authorised Share Capital or increase the Authorised Share Capital up to the amount foreseen in these articles of association.

The creation of new classes of Class A Shares, the creation or increase of Authorised Share Capital according to this Article 6.3, and the issuance of other new shares shall each be subject to the consent requirements of Article 16.2.

6.4 Preferential Subscription Rights; Anti-Dilution Protection

6.4.1 Subject to the provisions of the Companies Law and except as determined by the shareholders in accordance with Article 6.4.2, (i) each shareholder holding Class A Shares shall have a preferential right of subscription, and (ii) BlueBay shall have a preferential right of subscription or be granted a further call option in accordance with Article 6.4.3, in the event of the issue of new shares (irrespective of which class) in return for contributions in cash at the same price per share for each class of shares and other pro rata conditions as under such new issuance, except for (x) any Refill Issuance (the subscription rights of which are regulated in Article 6.3) and (y) issuances in connection with a management incentive plan. The preferential right of subscription for each shareholder and BlueBay shall be proportional to the ratio of (i) in the case of the shareholders, the number of the Class A Shares held by such shareholder not subject to any options or warrants, and (ii) in the case of BlueBay, the number of Class A Shares held by the shareholders subject to any options or warrants, to the total number of Class A Shares of the Company, in each case prior to such new issuance. The Company and BlueBay shall give the shareholders and BlueBay at least twenty (20) Business Days prior to the proposed issuance a written notice setting forth the consideration that the Company intends to receive and the terms and conditions upon which the shares shall be issued (the "Issue Notice"). A shareholder and BlueBay must give written notice to the Company within ten (10) Business Days after receipt of the Issue Notice by the Company, if and to which extent it wants to exercise his preferential subscription right pursuant to this Article 6.4.1. "Business Day" means a day other than a Saturday or Sunday or on which banks generally are open for business in Luxembourg.

6.4.2 Subject to the Companies Law, such preferential subscription right according to Article 6.4.1 may be limited or abolished by a resolution of the General Meeting of Shareholders approved in accordance with Article 16 and shall also be subject to the consent requirement set out in Article 16.2.

6.4.3 If new shares are proposed to be issued, BlueBay shall be entitled to (i) either directly subscribe for such new shares in exercise of its preferential right of subscription, or (ii) demand that the Investors subscribe such new shares and BlueBay be granted a further option or warrant by the Investors on the same terms and conditions of any existing options or warrants, in each case on a pro rata basis for the amount of new shares attributable to BlueBay according to Article 6.4.1. In case BlueBay elects not to subscribe for the new shares, it shall give written notice to the Investors within five (5) Business Days after receipt of the Issue Notice.

Art. 7. Shares.

7.1 The Company's share capital is divided into Class A Shares and one hundred (100) management shares, each of them having the same par value.

7.2 All Class A Shares shall be identical in all respects. All Class A Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends which are allocated on an aggregate basis to such Class A Shares. Each Class A Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

7.3 The management shares shall entitle the holder thereof to one hundred votes on all matters upon which shareholders have the right to vote. However, the statutory veto right of the General Partner shall be excluded. The management shares shall receive, to the extent permissible by law, a dividend of 5% per annum of their par value, but shall not share in the payment of other dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends.

7.4 All shares are redeemable shares. Subscribed and fully paid-in redeemable shares shall be redeemable upon request of the Company in accordance with the provisions of article 49-8 of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended. The redemption of the redeemable shares can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with the funds received by the Company as an issue premium) or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption. Redeemed shares bear no voting rights, and have no rights to receive dividends or the liquidation proceeds. The redeemed shares shall be cancelled within a reasonable delay after redemption.

7.5 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding any shareholder shall not cause the Company's dissolution.

7.6 The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form.

7.7 Shares may be issued in denominations of less than one share. Fractional shares shall have the same rights on a fractional basis as whole shares, provided that shares shall only be able to vote if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole shares.

Art. 8. Register of shares.

8.1 A register of shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shares will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, the indication of the payments made on the shares, any transfer of shares and the dates thereof pursuant to Article 9.5 as well as any security rights granted on shares.

8.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 9. General provisions.

9.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shares. Certificates of these recordings will be issued and signed by the General Partner, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

9.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

9.3 The General Partner must at all times hold at least one management share of the Company and may only transfer the sole share or the entirety of shares held by him/her/it, as the case may be, inter vivos or in the event of death, to a successor manager, to be appointed by the General Meeting of Shareholders in the manner required for an amendment of these articles of association.

9.4 Without prejudice to Article 9.6 and Article 10, any transfer of shares will become effective towards the Company and third parties either through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, pursuant to which the General Partner may record such transfer in the register of shares.

The General Partner may refuse to record a transfer if the declaration or the notification, as the case may be, does not provide for the precise designation of the new shareholder and the number of shares held by him.

9.5 The Company, through the General Partner, may also accept and enter into the register of shares any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

9.6 Any Transfer of shares shall only be made and become effective towards the Company and third parties if the provisions of the Securityholders' Agreement (if any) have been fulfilled. "Securityholders' Agreement" shall mean any securityholders agreement between, amongst others, the shareholders of the Company, the Company, the General Partner and other persons in force from time to time.

9.7 If any shareholder becomes or is Insolvent under Applicable Law such shareholder can be excluded from the Company, upon a shareholders' resolution passed by all shareholders of the Company (including the Insolvent shareholder) with a simple majority of the shares in the Company. In case of exclusion, the Company must pay to such shareholder as consideration for the shares held by him an amount equal to the ratio of such shareholder's economic participation in the Equity Value. Such economic participation is calculated by the amount to which such shareholder would be entitled (irrespective of which of its shares such amount was to be allocated to), if, immediately prior to such exclusion, the total Equity Value was to be distributed pursuant to Articles 25, 26 or 27 hereof. Such consideration shall be due and payable, if and when the Company has sufficient cash available, which can be distributed to such shareholder. "Applicable Law" in respect of any person, property, transaction or event, means all present and future laws, statutes, regulations, treaties, judgments and decrees applicable to that person, property, transaction or event and, whether or not having the force of law, all applicable official directives, rules, consents, approvals, authorizations, guidelines, orders and policies of any governmental authority having or purporting to have authority over that person, property, transaction or event. "Equity Value" means the aggregate market value of the Company as determined by the General Partner, whose decision shall be final and binding on all shareholders (it being understood that a Luxembourg court may determine contractually agreed evidence not to be conclusive and binding) save in case of manifest error, in its reasonable discretion. "Insolvent" means a shareholder becomes or is adjudged insolvent or bankrupt, or commences (or has commenced against it) winding up, liquidation or other insolvency proceedings under Applicable Law.

Art. 10. Transfer of shares.

10.1 Each Transfer of shares must be affected in accordance with Article 7.4, Article 10 through Article 12. In the event of a conflict between this Article 10 and other provisions in these articles of association (other than Article 7.4 which shall prevail over this Article 10), this Article 10.1 shall prevail. Unless otherwise approved by the shareholders, each Transfer must be approved by the General Partner and effected as Transfer of the same Proportionate Percentage (as defined below) per each class of shares which the Transferring shareholder to Transfer.

10.2 No shareholder may effect any Transfer (including for the avoidance of doubt any Permitted Transfer) nor shall the Company issue any shares to any Person who is not a party to the Securityholders' Agreement (if any) without first obtaining from the transferee or subscriber an instrument of adherence (and such other instrument or deed as applicable and necessary) agreeing to be bound by the terms of the Securityholders' Agreement (if any) (in case of Transfer, in the position of the transferor including its special rights materially in the form of the draft attached to the Securityholders' Agreement (if any), executed (as a deed, if necessary) in favour of the parties to the Securityholders' Agreement (if any), and delivering this to such parties at their registered offices. Any Transfer of any shares in violation of any provision of the Securityholders' Agreement (if any) or these articles of association shall not be approved by the General Partner and accordingly will be void and of no effect, and the Company shall not give effect to such Transfer nor record such Transfer in the relevant registers of the holders of shares or treat any purported transferee of such shares as the owner of such shares for any purpose.

10.3 For the purpose of ensuring that a particular Transfer lodged for registration is permitted under, or made in accordance with, the Securityholders' Agreement (if any) and these articles of association, the Company may require the transferor or the transferee to provide such information or evidence as the General Partner may reasonably think necessary or relevant. If such information or evidence is not provided to the good faith satisfaction of the General Partner within twenty-eight (28) Business Days after a request for it (or the first in a series of requests), the General Partner may refuse to register the Transfer in question.

10.4 The General Partner may, in its sole and absolute discretion and without giving any reason, refuse to register any Transfer of any shares which would otherwise be permitted under, or made in accordance with the Securityholders' Agreement (if any) and these articles of association if it is a Transfer:

10.4.1 of shares on which the Company has any legal right or interest; or

10.4.2 of shares for which the holder of such shares owes all or a portion of the subscription price to the Company.

10.5 An obligation to Transfer or issue shares under the Securityholders' Agreement (if any) and these articles of association shall be deemed to be an obligation to Transfer or issue the entire legal and beneficial interest in such shares free from any lien, charge or other encumbrance.

10.6 Any Transfer of shares shall also be deemed to occur and, therefore, be subject to the Securityholders' Agreement (if any) and these articles of association, if there is a Change of Control regarding Philippe Graf von Stauffenberg's Control

of Raycrown (Malta) Limited, H.I.G. Europe Capital Partners, L.P.'s Control of H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd. ("H.I.G.") and Hyman Bielski's Control of HMAJG Co. LLC.

10.7 "Affiliates" when used with reference to any Person, means any other Person (i) Controlled by such first Person, (ii) who or which Controls such first Person, or (iii) with which such first Person is under the common Control of another, provided that any Person serving as the investment advisor to or manager of another Person shall be deemed an Affiliate of such other Person and vice versa; in each case provided further that any two Persons managed or advised by the same investment advisor or manager or an Affiliate thereof shall be deemed to be Affiliates of each other.

"Change of Control" means where a Person, alone or together with Persons acting in concert with that Person, who has Control of any body corporate (including partnerships) ceases to do so or if another Person, alone or together with Persons acting in concert with that Person, acquires Control of it.

"Control" (including the terms Controlled and Controlling) means, in respect of any Person, (i) the legal or beneficial ownership, directly or indirectly, of more than 50% of the voting rights in such Person or, with respect to a trust, of more than 50% of the beneficial interest in such trust or holding such position as trustee or in similar capacity, or (ii) the power to manage, govern or otherwise direct the management and policies of such Person, or to appoint the managing and governing bodies of such Person or a majority of the members thereof, directly or indirectly and whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise. For the avoidance of doubt, a limited partnership shall be deemed to be Controlled by its general partner.

"Exchange" means an internationally recognized investment exchange or automated quotation system.

"Exit" means the exit by H.I.G. and BlueBay from the Company's Subsidiary and any Subsidiaries thereof.

"Family Member" means, in relation to any natural person, the spouse, widow or widower of that person and that person's children and grandchildren (including step and adopted children and grandchildren).

"H.I.G." means H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd.

"Investors" means Raycrown (Malta) Limited, H.I.G., H.I.G. Luxembourg Holdings 31 S.à r.l., HMAJG Co. LLC, Elizabeth Walker, Oliver Haarmann, Patrick Smulders, and their respective successors.

"Listing" means any admission to listing or to trading on an Exchange of any shares of the Company or shares of any Subsidiary of the Company but excluding any initial public offering of any shares of the Company or shares of any Subsidiary of the Company in connection with an admission to listing or to trading on an Exchange.

"Offering" means an underwritten or placed offering of shares of the Company, but, for the avoidance of doubts, excludes any initial public offering of any shares of the Company or shares of any Subsidiary of the Company in connection with an admission to listing or to trading on an Exchange.

"Permitted Transfer" means any Transfer of shares permitted under Article 12.

"Person" means any individual, sole proprietorship, partnership, body corporate, corporation, company, unlimited company, trust, joint venture, any governmental authority or any incorporated or unincorporated entity or association of any nature and includes a natural person in his or her capacity as trustee, executor, administrator or other legal representative.

"Subsidiary/ies" means any Affiliate(s) of a Person Controlled by such Person.

A "Transfer" means, subject to Applicable Law, any transaction, and "to Transfer" means entering into any transaction which seeks to, or results (directly or indirectly) in, the transfer, mortgage, encumbrance, charge or other disposal of shares or an interest (whether economic or voting) therein, for valuable consideration or for free, even when carried out by way of public auction, voluntarily or by virtue of a judicial decision, including sales, contributions, exchange transactions, transfers of universalities of assets, mergers, demergers, absorptions, liquidations or similar transactions, as well as the granting of options to purchase or sell, or securities or other instruments that are exercisable or exchangeable for, or convertible into, shares or the conclusion of any swap or other agreement that results or is reasonably likely to result in a complete or partial transfer of the economic benefits, the legal or beneficial ownership and/or the voting rights of shares, regardless of whether such a transaction is realized by means of delivery of securities, in cash or otherwise (including granting of trustee or nominee rights). Notwithstanding any provision to the contrary in the Securityholders' Agreement (if any) or these articles of association, any Transfer by any partner, unitholder, securityholder or other participant in any fund who is directly or indirectly a shareholder (each such partner, unitholder, securityholder or other participant, a "Fund Participant") of any interest in such fund to any person who is, or as a result of the Transfer becomes, a Fund Participant, shall not, and shall not be deemed to, be a Transfer for any purpose under the Securityholders' Agreement (if any) or these articles of association, unless such Transfer by the Fund Participant leads to a Change of Control in such fund.

"Trust" means, in relation to a natural person, a trust under which no beneficial interest in any of the shares is for the time being vested in any person other than that person and/or a Family Member of that person.

Art. 11. Drag along and tag along rights.

11.1 Drag Along Rights

11.1.1 If in accordance with Article 10.1, a shareholder or a group of shareholders proposes to Transfer fifty percent (50%) or more of the shares (the "Drag Securityholders" and the relevant shares proposed to be Transferred the "Block")

to a bona fide arm's length purchaser (a "Third Party Purchaser"), then such Drag Securityholders may deliver a written notice (the "Drag Along Notice") to all other shareholders (the "Other Drag Securityholders"). This drag along right shall also apply in case of an Offering or Listing. Such Drag Along Notice shall be delivered at least fifteen (15) Business Days prior to the proposed closing of the relevant Transfer from the Drag Securityholder to the Third Party Purchaser and shall contain a representation that there are in respect of the Third Party Purchaser no collateral benefits or arrangement with respect to such Transfer and shall specify in reasonable detail the identity of the prospective transferee, the number and class of shares held by the Drag Securityholders that are proposed to be Transferred and the purchase price per shares and any other terms and conditions of the Transfer. The Drag Securityholder(s) shall, at the latest two (2) Business Days prior to the proposed closing of the relevant Transfer, provide the Other Drag Securityholders with a copy of the respective agreement(s) entered into by the Drag Securityholder(s) and the Third Party Purchaser. For the avoidance of doubt, (i) any Family Member or Trust of a Securityholder being a natural person, or with respect to Raycrowne (Malta) Limited a Family Member or Trust of Philippe Graf von Stauffenberg, or with respect to HMAJG Co. LLC a Family Member or Trust of Hyman Bielski, or any Affiliate of any shareholder, and (ii) any transferee to whom shares are transferred pursuant to a management incentive plan of the Company and its subsidiaries (if any), if permitted under Article 12, shall not be regarded as Third Party Purchaser. Delivery of the Drag Along Notice shall be deemed an irrevocable election by the Drag Securityholders to purchase a Proportionate Percentage of the shares of the respective Other Drag Securityholders.

11.1.2 Upon receipt of the Drag Along Notice, the Other Drag Securityholders shall be obliged to sell and Transfer the respective number and class of shares of such Other Drag Securityholders to the Third Party Purchaser on the completion of the Transfer of the Block. Any completion of the Transfer of shares of the Other Drag Securityholders pursuant to the Drag Along Notice shall take place (i) at the same time as completion of the Transfer of the Block and (ii) on terms and conditions based pro rata on the Proportionate Percentage including per the respective classes being at least as favorable as are applicable to the Block.

11.1.3 If, in connection with the Transfer of any Block, the Drag Securityholders do not issue a Drag Along Notice, then the Drag Securityholders must issue a Sale Notice in accordance with Article 11.2 and the other shareholders may exercise their rights under that Article 11.2. For the avoidance of doubt, neither pre-emption rights nor any right of first refusal applies to a Transfer of a Block or to the Transfer of shares pursuant to a Drag-Along Notice or Sale Notice.

11.1.4 On completion of the Transfer of the Block and the Other Drag Securityholders' shares, at least 86% of the respective purchase price provided for in the respective purchase agreement with each of the Other Drag Securityholders shall be paid in cash, in full, on closing and the remainder may be put in or be subject to an escrow for claims in connection with such transaction whether pursuant to such Transfer or otherwise, and the General Partner shall register the respective Transfer in the Company's share register. All certificates issued in relation to the relevant shares shall be deemed to be cancelled.

11.1.5 "Proportionate Percentage" means the ratio of the number of shares to be included by the Drag Securityholder or the Other Drag Securityholder, as the case may be, in the respective Transfer to the total number of shares of such Drag Securityholder or, the Other Drag Securityholder, as the case may be, calculated per class of shares.

11.1.6 The drag along rights under this Article 11 shall apply mutatis mutandis to any further drag along rights that may be set out in the Securityholders' Agreement (if any).

11.2 Tag Along Rights

11.2.1 If in accordance with Article 10.1, a shareholder or group of shareholders (the "Transferring Securityholder") proposes to Transfer to a Third Party Purchaser fifty percent (50%) or more of shares (the "Tag Securities") and no Drag Along Notice has been sent to all shareholders, then at least fifteen (15) Business Days prior to the proposed closing of such Transfer, the relevant Transferring Securityholder shall deliver a written notice (the "Sale Notice") to all other shareholders (the "Other Securityholders") offering the Other Securityholders the option to participate in such proposed Transfer through the Transfer of a Proportionate Percentage of the shares of such Other Securityholders to the Third Party Purchaser (for the avoidance of doubt, only if shares are not already to be Transferred under a drag along right provided for herein). Such Sale Notice shall specify in reasonable detail the identity of the prospective transferee, the number and class of shares held by the Transferring Securityholder that are proposed to be Transferred and the purchase price per shares and any other terms and conditions of the Transfer.

11.2.2 Any Other Securityholder may, within five (5) Business Days of the receipt of a Sale Notice, give written notice (each, a "Tag Along Notice") to the Transferring Securityholder stating that such Other Securityholder wishes to participate in such proposed Transfer and specifying the number of shares of such Other Securityholder to be included in such proposed Transfer, such number and classes corresponding to the Proportionate Percentage.

11.2.3 Such Tag Along Notice shall constitute the binding agreement of the Transferring Securityholder and the participating Other Securityholders to purchase and sell, respectively, the respective number of shares of such Other Securityholders to the Third Party Purchaser. The General Partner shall refuse to register any Transfer of the Transferring Securityholder's shares unless the Third Party Purchaser also acquires the shares of the Other Securityholders in accordance with this Articles 11.2.

11.2.4 If none of the Other Securityholders gives the Transferring Securityholder a timely Tag Along Notice with respect to the Transfer proposed in the Sale Notice, the Transferring Securityholder may Transfer the shares specified

in the Sale Notice on the terms and conditions set forth herein within sixty (60) Business Days following the date set for delivery of Tag Along Notices. If one or more Other Securityholders give the Transferring Securityholder a timely Tag Along Notice, then the Transferring Securityholder shall use all reasonable efforts to cause the Third Party Purchaser to agree to acquire all shares specified in all Tag Along Notices that are timely given to the Transferring Securityholder, upon the same (based pro rata on the Proportionate Percentage including per the respective classes) terms and conditions as are applicable to the Transferring Securityholder's shares. If such Third Party Purchaser is unwilling or unable to acquire all shares proposed to be included in such sale upon such terms and conditions, then the Transferring Securityholder may elect either to cancel such proposed Transfer or to allocate the maximum number of shares that the Third Party Purchaser (s) is willing to purchase per class among the Transferring Securityholder and the Other Securityholders who have given the Transferring Securityholder timely Tag Along Notices in proportion to such Securityholders' Proportionate Percentages. Any shares specified in the Sale Notice that are not Transferred within such period referred to above and otherwise in accordance with this Articles 11.2 may not be Transferred until they are again offered to the shareholders under the procedures specified in Articles 11.2 (if and to the extent applicable).

11.2.5 Any completion of the Transfer of shares of the Other Securityholders pursuant to the Tag Along Notice shall take place (i) at the same time as completion of the Transfer of the Tag Securities and (ii) on terms and conditions based pro rata on the Proportionate Percentage including per the respective classes being at least as favorable as are applicable to the Tag Securities.

11.2.6 For the avoidance of doubt, the Other Securityholders shall have the rights set out in Article 11.2 regardless of whether the Transferring Securityholder shall have provided a Sale Notice in compliance with its obligations under the applicable article.

11.2.7 DSD Investment (Luxembourg) S.à r.l. ("BlueBay") shall have a tag along right in accordance with this Article 11.2 and the provisions therein shall apply mutatis mutandis in respect any options or warrants held by BlueBay if fifty percent (50%) or more of the shares in the Company issued at the relevant time shall be transferred to a Third Party Purchaser.

11.3 The shareholders acknowledge that in connection with any Transfer affected in accordance with this Article 11, (i) the shareholders holding less than ten percent (10%) of the shares shall not be required to provide any representations, warranties or indemnities in connection with an Exit, other than representations, warranties and indemnities relating to unencumbered title of such shareholder to the shares sold by it in the relevant Exit, and (ii) the shareholders holding ten percent (10%) or more of the shares shall be required to provide customary representations, warranties and/or indemnities pro rata to that of the Drag Securityholder(s) or the Transferring Securityholder (as the case may be); provided that the shareholders shall only be severally liable and the Third Party Purchaser shall agree in the purchase agreement with the Drag Securityholders or Transferring Securityholder, as the case may be, that it shall only have recourse against the Other Drag Securityholders or Other Securityholders, as the case may be, for breaches of the representations, warranties and covenants referred to in this Article 11.3 for such an amount that is at least not less favourable (on a pro rata basis) for the Other Drag Securityholders or Other Securityholders, as the case may be, compared to the Drag Securityholders or Transferring Securityholder, as the case may be, equal to not more than 14% of the purchase price provided for in the applicable purchase agreement (and up to the purchase price agreed with the Third Party Purchaser in case of representation, warranties and indemnities with respect to (clear) title), and that any indemnity therefore shall be the exclusive remedy vis-à-vis the Other Drag Securityholders or Other Securityholders, as the case may be.

Art. 12. Permitted Transfer of shares.

12.1 Shares may be Transferred by a shareholder who is a natural person to a Family Member or Trust of that shareholder or from a Family Member or Trust to another Family Member or Trust of the same shareholder or from the beneficiaries of a Trust to any new beneficiaries of the same Trust at any time; provided that, for the purposes of this Article 12, a Trust, a beneficiary of a Trust and person being a Family Member does not include an insolvent or bankrupt entity or person or a beneficiary in insolvency or bankruptcy proceedings. Articles 12.1 through 12.3 shall apply respectively for Transfers by Raycrowm (Malta) Limited to a Family Member or Trust of Philippe Graf von Stauffenberg and by HMAJG Co. LLC to a Family Member or Trust of Hyman Bielski.

12.2 If any Family Member who has acquired shares from a shareholder pursuant to this Article 12 ceases to bear the relationship as Family Member to that shareholder (including by virtue of Article 12.3) by which the Transfer qualified as a Permitted Transfer under this Article 12, that Family Member shall forthwith Transfer the relevant shares back to that shareholder for such consideration as they may agree or, in default of agreement within ten (10) Business Days of the cessation, for the consideration (if any) for which that Family Member had acquired them. In the event that such Transfer is not completed within the prescribed time, the General Partner may appoint any Director to execute instruments of Transfer in favor of the original shareholder and shall procure that the name of the original shareholder be entered into the Company's register of shareholders in respect of such shares, and the respective transferee and transferor are deemed to have consented to such appointment. These provisions shall apply, mutatis mutandis, with regard to a Trust that has acquired shares from a shareholder pursuant to this Article 12 and which ceases to satisfy the definition of a Trust such that the beneficiaries of the Trust shall forthwith Transfer the relevant shares back to the original shareholder or to a Family Member of such original shareholder.

12.3 In the event of the death of a shareholder, shares Transferred by such shareholder to a Family Member may remain with such Family Member and shares held by such shareholder at the time of death may be Transferred to a Family Member; provided, however, that in each case the Family Member holding such shares shall not have the rights set forth in Article 11.2, but, for the avoidance of doubt such shareholder shall be subject to Article 11.1.

12.4 In addition, any shareholder may Transfer any shares:

12.4.1 at any time to an Affiliate of such shareholder (including, for the avoidance of doubt, indirectly through a corporate reorganization), provided that in the event that any Affiliate that has acquired shares from such shareholder ceases to be an Affiliate of such shareholder then such Affiliate shall forthwith Transfer such shares back to such shareholder (or an Affiliate thereof);

12.4.2 at any time to any Person in the case of a Transfer pursuant to the drag along rights and tag along rights set forth in Articles 11.1 and 11.2; and

12.4.3 at any time under a management incentive plan of the Company and its subsidiaries, if any.

12.5 Subject to other relevant provisions in these articles of association and the Securityholders' Agreement (if any), the General Partner shall be obliged to register any Permitted Transfer that falls within the provisions of this Article 12 with the relevant registers of the shareholders of the Company.

C. General meeting of shareholders

Art. 13. Powers of the general meeting of shareholders.

13.1 Any regularly constituted General Meeting of Shareholders shall represent one of the Company's bodies. The General Meeting of Shareholders is vested only with the powers mandatorily reserved to it by law, these articles of association and the Securityholders' Agreement (if any).

13.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the General Meeting of Shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole shareholder".

Art. 14. Convening general meetings of shareholders.

14.1 The General Meeting of Shareholders may be convened by the board of directors of the General Partner or by the statutory auditor(s), if any, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

14.2 Annual General Meeting

14.2.1 The annual General Meeting of Shareholders may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

14.2.2 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time in Luxembourg as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

14.3 The board of directors of the General Partner or the statutory auditor(s) or the Supervisory Board (if any), as the case may be, must convene an annual General Meeting of Shareholders within a period of six (6) months from closing the Company's accounts, which shall be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual General Meeting of Shareholders is held on the second Tuesday of May at 10.00 a.m., unless otherwise agreed by all shareholders. If such day is not a Business Day, the annual General Meeting of Shareholders must be held on the next following Business Day.

14.4 The board of directors of the General Partner or the statutory auditor(s), as the case may be, may convene an extraordinary General Meeting of Shareholders at any time. Any extraordinary General Meeting of the Shareholders may also be convened by any shareholder(s) who owns shares representing ten percent (10%) or more of the Company's issued share capital.

14.5 The convening notice for any General Meeting of Shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least fourteen (14) days prior to the date scheduled for the meeting.

14.6 One or several shareholders, representing in the aggregate at least ten percent (10%) of the Company's issued share capital, may request the adjunction of one or several items to the agenda of any General Meeting of Shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least seven days prior to the date scheduled for the meeting.

14.7 If all shareholders are present or represented at a General Meeting of Shareholders and state that they have been informed of the agenda of the meeting, the General Meeting of Shareholders may be held without prior written notice. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or electronic mail, of any shareholder with respect to itself.

Art. 15. Quorum, Conduct of general meetings of shareholders.

15.1 Unless otherwise required by law, a General Meeting of Shareholders (annual or extraordinary) shall have a quorum of at least sixty percent (60%) of the issued share capital of the Company. If a meeting is, or during the meeting

becomes, inquorate, it shall be adjourned for the agenda items for which no quorum exists to a date which is seven (7) days after such adjourned meeting at the same time and address. Such reconvening notice shall be sent by the chairman of the board of directors of the General Partner within twenty-four (24) hours of the adjournment to all shareholders and shall re-produce the inquorate agenda items and indicate the date and the results of the adjourned meeting. The reconvened meeting shall be quorate with respect to the adjourned agenda items regardless of the proportion of the votes present or represented at such meeting.

15.2 A board of the meeting shall be formed at any General Meeting of Shareholders composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the General Meeting of Shareholders and who need not be shareholders.

15.3 If all the shareholders present at the General Meeting of Shareholders decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the “board of the meeting” shall be construed as a reference to the “chairman and secretary” or, as the case may be, to the “single person who assumes the role of the board”, depending on the context and as applicable.

15.4 The board of the meeting shall ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

15.5 An attendance list must be kept at any General Meeting of Shareholders.

15.6 Participation at Meetings

15.6.1 Any shareholder of the Company may act at any General Meeting of Shareholders by appointing another person, shareholder or not, as its proxy in writing transmitted as original, by telefax, electronic mail, or telegram, a copy of which being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders. The General Partner may determine other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any General Meeting of Shareholders.

15.6.2 Any shareholder of the Company may participate in a General Meeting of Shareholders by conference call, video conference or by any similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other on a continuous basis and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

15.6.3 Each shareholder may vote at any general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, telefax or any other means of communication to the Company’s registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

15.6.4 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Art. 16. Shareholder Approval.

16.1 Save as otherwise required by law, the Securityholders’ Agreement (if any) and/or these articles of association, all actions submitted to the Company’s shareholders for approval shall be approved by a simple majority of the shareholders present or represented.

16.2 Certain actions to be taken by the Company as listed in the Securityholders’ Agreement (if any) shall not be taken with respect to the Company or any of its Subsidiaries without H.I.G.’s and/or BlueBay’s (as applicable) prior written consent.

Art. 17. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law or these articles of association or the Securityholders’ Agreement (if any), these articles of association may be amended by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted with a majority of two thirds of the votes validly cast at such meeting where at least sixty percent (60%) of the Company’s issued share capital is present or represented on first call. On second call, the resolution will be passed with a majority of two thirds of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital present or represented at the meeting.

Art. 18. Minutes of general meetings of shareholders.

18.1 The board of any General Meeting of Shareholders shall draw the minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon request.

18.2 A copy of the minutes shall be sent to all shareholders as soon as practicable after each meeting.

18.3 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

18.4 Copies or extracts from such minutes shall be certified conform by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or by two members of the board of directors of the General Partner.

D. Management

Art. 19. General Partner's powers.

19.1 The Company shall be managed by the General Partner. The other shareholders shall neither participate in, nor interfere with the Company's management and shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity.

19.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate object. All powers not mandatorily reserved by the law, or by these articles of association to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

19.3 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the signature of the General Partner or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the General Partner. The Company may also grant special powers of attorney to any person acting alone or jointly with others as representatives of the Company.

Art. 20. Replacement of the General Partner. Subject to Article 16, the General Partner may be revoked and replaced at any time, without notice and without cause by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association and the approval of shareholders holding at least seventy-five (75%) of the Company's issued share capital.

Art. 21. Vacancy in the General Partner's office. In the event of death, legal incapacity or otherwise, preventing the General Partner from acting as Company's manager, the Company shall not immediately be dissolved and liquidated, provided the General Meeting of Shareholders appoints, without undue delay, an administrator, who need not be a shareholder, in order that he/she/it effect urgent acts and simple administrative acts, until a General Meeting of Shareholders is held, which such administrator shall in such case convene within fifteen (15) days from his/her/its appointment. At such general meeting, the shareholders shall resolve on the appointment of a successor to the General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved or shall change its legal form.

Art. 22. Resolutions in Writing.

22.1 The General Partner shall draw and sign resolutions in writing.

22.2 Copies or extracts from such resolutions shall be certified conform by two members of the board of directors of the General Partner, whereby one of them must have been proposed for appointment by Raycrown (Malta) Limited and one by H.I.G..

E. Supervision of the company

Art. 23. Supervisory Board / Auditor.

23.1 The operations of the Company shall be supervised by a supervisory board (the "Supervisory Board"), comprising at least three (3) members. The Supervisory Board may be consulted by the General Partner on such matters as the General Partner may determine and may authorize any actions of the General Partner that may, pursuant to law or regulation or under these articles of association, exceed the powers of the General Partner. The General Meeting of Shareholders shall appoint the members of the Supervisory Board and shall determine their number, remuneration and term of office, which may not exceed six (6) years. The members of the Supervisory Board may be re-elected. The Supervisory Board may elect one of its members as chairman. Any member of the Supervisory Board may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

23.2 The members of the Supervisory Board have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company. For carrying out its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor (commissaire).

23.3 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, the institution of the Supervisory Board shall be suppressed.

23.4 Any independent auditor may only be removed with cause or with its approval by the general meeting of shareholders.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 24. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 25. Profits.

25.1 From the Company's annual net profits 5% at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon as and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to 10% of the Company's issued share capital.

25.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

25.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed 10% of the issued share capital.

25.4 Under the terms and conditions provided by law, the General Partner shall determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the Securityholders' Agreement (if any).

Art. 26. Interim dividends - Share premium.

26.1 Under the terms and conditions provided by law, the General Partner may proceed to the payment of interim dividends.

26.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholders by a resolution of the General Partner, subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation.

27.1 Without prejudice to Article 2, in the event of a loss of half of the Company's issued share capital, the General Partner shall convene a General Meeting of Shareholders, to be held within a period not exceeding two (2) months from the date at which such loss has been or should have been ascertained by the General Partner. In such case, the General Meeting of Shareholders shall deliberate on the Company's dissolution, as deemed suitable, in the manner required for an amendment of these articles of association.

27.2 The same rules shall apply in case of a loss of at least three quarters of the Company's issued share capital, provided that, in such case, dissolution shall only take place if approved by one fourth of the votes validly cast at the general meeting. All shareholders agree that they will not vote in favour of such dissolution and will vote instead in favour of a continuation of the Company, unless the dissolution is approved by prior written consent of shareholders holding at least seventy-five percent (75%) of the issued share capital of the Company.

27.3 In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the General Meeting of Shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration. Article 26.4 shall apply respectively for the allocation of the net proceeds of the Company's assets following the liquidation, if any. At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse des Consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

H. Governing law, Language

Art. 28. Governing law, Language. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended and the Securityholders' Agreement (if any). In case of discrepancies between these articles of association and the Securityholders' Agreement (if any), the Securityholders' Agreement shall prevail. The English version of these articles of association shall be binding."

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing persons, they signed together with the notary, the present original deed.

Follows the German translation of the preceding text:

Im Jahr zweitausendvierzehn am siebten Juli.

Vor Maître Francis Kessler, Notar, ansässig in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg,

findet eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre von Green Point Holdings S.C.A. statt, einer société en commandite par actions mit Geschäftssitz in 5, Guillaume Kroll, L- 1882 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 156664, gegründet am 8. November 2010 gemäß einer Urkunde des Notars Maître Joseph Elvinger und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2770 vom 16. Dezember 2010 veröffentlicht (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 22. November 2012 durch Urkunde desselben Notars abgeändert und am 11. Januar 2013 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter Nummer 70 veröffentlicht.

Die Versammlung wird um 17.30 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Philipp Metzschke, Privatbeamter, berufsansässig in Luxemburg, eröffnet,

der Herr Olivier Harles, Privatbeamter, berufsansässig in Luxemburg, zum Schriftführer und zum Stimmenzähler bestellt.

Da die Leitung der Versammlung damit bestellt ist, erklärt der Vorsitzende Folgendes und bittet den Notar anzugeben:

I. - Dass die Tagesordnung der Versammlung die Folgende ist:

Tagesordnung

1. Annullierung von stimmberechtigten Gewinnanteilen der Klassen V-A1, V-A2, V-A3, V-A4, V-B1 und V-B2 der Gesellschaft;
2. Umwandlung von nicht-stimmberechtigten Gewinnanteilen der Klassen E-A1, E-A2, E-A3 und E-A4 der Gesellschaft in die Aktien-Klassen A1, A2, A3 und A4 der Gesellschaft;
3. Rücknahme und Annullierung von Aktien der Klassen B1 und B2 und von wirtschaftlichen Gewinnanteilen der Klassen E-B1 und E-B2 der Gesellschaft;
4. Zeichnung neuer Aktien der Klassen A1, A2, A3 und A4 der Gesellschaft;
5. Vollständige Änderung der Gesellschaftssatzung;
6. Verschiedenes.

II. - Dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Stimmrechtsvertreter der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien auf der Anwesenheitsliste eingetragen sind, die Anwesenheitsliste, die von den Aktionären, den Stimmrechtsvertretern der vertretenen Aktionäre und der Leitung der Versammlung unterschrieben ist, der vorliegenden Urkunde angefügt bleibt und diese zum gleichen Zeitpunkt bei den Meldebehörden eingereicht werden. Die Stimmrechtsvertreter der vertretenen Aktionäre, die mit dem Vermerk ne varietur von den erschienenen Parteien abgezeichnet sind, bleiben der beiliegenden Urkunde ebenfalls angefügt.

III. - Dass das gesamte Grundkapital bei der gegenwärtigen Versammlung anwesend oder vertreten ist, und alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, dass sie ordnungsgemäß benachrichtigt wurden und ihnen die Tagesordnung vor der Versammlung vollständig bekannt war und keine Einberufungsschreiben notwendig waren.

IV. - Dass die gegenwärtige Versammlung, die das gesamte Grundkapital vertritt, regelmäßig zusammengesetzt ist und alle Tagesordnungspunkte wirksam erwägen kann.

Die Hauptversammlung fasst nach Erwägung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die Löschung folgender Gewinnanteile:

- Einhunderteinundsiebzig (171) stimmberechtigte Gewinnanteile der Klasse V-A1;
 - Einhunderteinundsiebzig (171) stimmberechtigte Gewinnanteile der Klasse V-A2;
 - Einhunderteinundsiebzig (171) stimmberechtigte Gewinnanteile der Klasse V-A3;
 - Einhunderteinundsiebzig (171) stimmberechtigte Gewinnanteile der Klasse V-A4;
 - Dreihundertsiebenundachtzigtausend und siebenhundertvierundzwanzig (387.724) Gewinnanteile der Klasse V-B1;
- und
- Dreihundertsiebenundachtzigtausend und siebenhundertvierundzwanzig (387.724) Gewinnanteile der Klasse V-B2;
- welche im Vorfeld zurückgekauft wurden.

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, alle:

- Einhunderteinundsiebzig (171) nicht-stimmberechtigte Gewinnanteile der Klasse EA1;
- Einhunderteinundsiebzig (171) nicht-stimmberechtigte Gewinnanteile der Klasse EA2;
- Einhunderteinundsiebzig (171) nicht-stimmberechtigte Gewinnanteile der Klasse EA3;
- Einhunderteinundsiebzig (171) nicht-stimmberechtigte Gewinnanteile der Klasse EA4;

mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) und welche zurzeit von H.I.G. Europe - Duales System Deutschland Ltd, einer unter dem Gesetz der Kaiman-Inseln gegründete und existierende Gesellschaft registriert bei der entsprechenden Behörde der Kaiman-Inseln unter Nummer 249126, mit Gesellschaftssitz in c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Kaiman-Inseln, gehalten werden, in

- Einhunderteinundsiebzig (171) Aktien der Klasse A1;
- Einhunderteinundsiebzig (171) Aktien der Klasse A2;
- Einhunderteinundsiebzig (171) Aktien der Klasse A3;
- Einhunderteinundsiebzig (171) Aktien der Klasse A4;

mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) und von H.I.G. Europe - Duales System Deutschland Ltd, oben genannt, gezeichnet, umzuwandeln.

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die folgenden Aktien zurückzunehmen und zu annullieren:

- eine Million fünfhunderteinundfünfzigtausend einhundertsebenunddreißig (1.551.137) Aktien der Klasse B1 und eine Million fünfhunderteinundfünfzigtausend einhundertsebenunddreißig (1.551.137) Aktien der Klasse B2, welche von H.I.G. Luxembourg Holdings 31 S.à r.l., einer société à responsabilité limitée, gegründet und existierend unter Luxemburger Recht, registriert bei dem Luxemburger Handelsund Gesellschaftsregister unter Nummer B 172.215, mit Gesellschaftssitz in 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von einunddreißigtausend zweiundzwanzig Euro und vierund-siebzig Cent (EUR 31.022,74);

- vierhunderteinunddreißigtausend achthundertachtzehn (431.818) Aktien der Klasse B1 und vierhunderteinunddreißigtausend achthundertachtzehn (431.818) Aktien der Klasse B2, welche von Raycrowd (Malta) Limited, einer Gesellschaft unter Maltesischem Recht und in Malta gegründet unter der Registrierungsnummer C 60804 mit Gesellschaftssitz in Level 6 - suite 1, The Plaza Commercial Centre, Bisazza Street, Sliema SLM1640, Malta gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von achttausend sechshundertsechunddreißig Euro und sechsunddreißig Cent (EUR 8.636,36);

- dreihundertachtzehntausend einhundertzweiundachtzig (318.182) Aktien der Klasse B1 und dreihundertachtzehntausend einhundertzweiundachtzig (318.182) Aktien der Klasse B2, welche von HMAJG Co. LLC, einer Gesellschaft unter dem Recht des Staates Delaware, USA, gegründet in Delaware, USA, unter der Registrierungsnummer 48998508 in Delaware, USA, mit Gesellschaftssitz in 2257 Westville Road, Town of Marydel, County of Kent, Delaware 19964, USA, gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von sechstausend dreihundertdreundsechzig Euro und dreiundachtzig Cent (EUR 6.363,83);

- dreihundertachtzehntausend einhundertzweiundachtzig (318.182) Aktien der Klasse B1 und dreihundertachtzehntausend einhundertzweiundachtzig (318.182) Aktien der Klasse B2, welche von Elizabeth Walker, wohnhaft in 63 Holland Park, London W11 3SJ, UK, gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von sechstausend dreihundertdreundsechzig Euro und dreiundachtzig Cent (EUR 6.363,83);

- zweihundertsebenundzwanzigtausend zweihundertzweiundsiebzig (227.272) Aktien der Klasse B1 und zweihundertsebenundzwanzigtausend zweihundertzweiundsiebzig (227.272) Aktien der Klasse B2, welche von Patrick Smulders, wohnhaft in 57 Bassett Road, London W10 6JR, UK, gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von viertausend fünfhundertfünfundvierzig Euro und vierundvierzig Cent (EUR 4.545,44);

- einhundertsebzigttausend vierhundertfünfundfünfzig (170.455) Aktien der Klasse B1 und einhundertsebzigttausend vierhundertfünfundfünfzig (170.455) Aktien der Klasse B2, welche von Olivier Haarmann, wohnhaft in 41 Lansdowne Road, London W11 2LQ, UK, gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von dreitausend vierhundertneun Euro und zehn Cent (EUR 3.409,10);

- vierhunderteinunddreißigtausend achthundertachtzehn (431.818) Aktien der Klasse B1 und vierhunderteinunddreißigtausend achthundertachtzehn (431.818) Aktien der Klasse B2, welche von Green Point Management Beteiligungs GmbH & Co. KG gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von achttausend sechshundertsechunddreißig Euro und sechsunddreißig Cent (EUR 8.636,36);

- achthundertachtundsechzigtausend zweiunddreißig (868.032) Aktien der Klasse B1 und achthundertachtundsechzigtausend zweiunddreißig (868.032) Aktien der Klasse B2, welche von DSD Holdings Limited, einer limited partnership nach deutschem Recht und registriert bei dem Amtsgericht Köln mit Gesellschaftssitz in der Frankfurter Straße 720 - 726, 51145 Köln (die „Management KG“), vertreten durch die Green Point Management Verwaltungs GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht und bei dem Amtsgericht Köln registriert unter der Registrierungsnummer HRB 72530, mit Gesellschaftssitz in der Frankfurter Straße 720 - 726, 51145 Köln, gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von siebzehntausend dreihundertsechzig Euro und vierundsechzig Cent (EUR 17.360,64);

- zweihundertfünfundneunzigtausend dreihundertachtzig (295.380) Aktien der Klasse B1 und zweihundertfünfundneunzigtausend dreihundertachtzig (295.380) Aktien der Klasse B2, welche von Florida Greenpoint International Limited, einer unter dem Recht der Kaiman Inseln existierenden Gesellschaft, registriert im Gesellschaftsregister der Kaiman Inseln, mit Gesellschaftssitz in Anderson Square, Fourth Floor, 64 Shedden Road, PO Box 10324, Grand Cayman, KY1-1003, Kaiman Inseln, gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von fünftausend neunhundertsieben Euro und sechzig Cent (EUR 5.907,60).

Die Hauptversammlung beschließt weiterhin, alle dreihundertsebenundachtzigtausend siebenhundertvierundzwanzig (387.724) nichtstimmberechtigten Gewinnanteile der Klasse E-B1 und dreihundertsebenundachtzigtausend siebenhundertvierundzwanzig (387.724) nichtstimmberechtigten Gewinnanteile der Klasse E-B2, welche von H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd., wie oben genannt, gehalten werden und die einen Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) haben, bezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von siebentausend siebenhundertvierundfünfzig Euro und achtundvierzig Cent (EUR 7.754,48,-) zurück zu kaufen und zu annullieren.

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt weiterhin, vier Millionen neunhundertneunundachtzigtausend zweihundertvierundsechzig (4.989.264) neue Aktien der Klasse A mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01) auszugeben.

Die vier Millionen neunhundertneunundachtzigtausend zweihundertvierundsechzig (4.989.264) ausgegebenen, neuen Aktien der Klasse A wurden wie folgt gezeichnet:

- sechshundertachttausend fünfhundertvierundsechzig (608.564) neue Aktien der Klasse A1, sechshundertachttausend fünfhundertvierundsechzig (608.564) neue Aktien der Klasse A2, sechshundertachttausend fünfhundertvierundsechzig (608.564) neue Aktien der Klasse A3 und sechshundertachttausend fünfhundertvierundsechzig (608.564) neue Aktien der Klasse A4 wurden von H.I.G. Luxembourg Holdings 31 S.à r.l., oben benannt, zum Gesamtpreis von vierundzwanzigtausend dreihundertzweiundvierzig Euro und sechsundfünfzig Cent (EUR 24.342,56) gezeichnet;

- einhundertneunundfünfzigtausend dreihundertneunzig (159.390) neue Aktien der Klasse A1, einhundertneunundfünfzigtausend dreihundertneunzig (159.390) neue Aktien der Klasse A2, einhundertneunundfünfzigtausend dreihundertneunzig (159.390) neue Aktien der Klasse A3 und einhundertneunundfünfzigtausend dreihundertneunzig (159.390) neue Aktien der Klasse A4 wurden von Raycrow (Malta) Limited, oben benannt, zum Gesamtpreis von sechstausend dreihundertfünfundsiebzig Euro und sechzig Cent (EUR 6.375,60) gezeichnet;

- siebenundsechzigtausend fünfhundertzwanzig (67.520) neue Aktien der Klasse A1, siebenundsechzigtausend fünfhundertzwanzig (67.520) neue Aktien der Klasse A2, siebenundsechzigtausend fünfhundertzwanzig (67.520) neue Aktien der Klasse A3 und siebenundsechzigtausend fünfhundertzwanzig (67.520) neue Aktien der Klasse A4 wurden von HMAJG Co. LLC, oben benannt, zum Gesamtpreis von zweitausend siebenhundert Euro und achtzig Cent (EUR 2.700,80) gezeichnet;

- dreiunddreißigtausend siebenhundertdreiundvierzig (33.743) neue Aktien der Klasse A1, dreiunddreißigtausend siebenhundertdreiundvierzig (33.743) neue Aktien der Klasse A2, dreiunddreißigtausend siebenhundertdreiundvierzig (33.743) neue Aktien der Klasse A3 und - dreiunddreißigtausend siebenhundertdreiundvierzig (33.743) neue Aktien der Klasse A4 wurden von Elizabeth Walker, oben benannt, zum Gesamtpreis von eintausend dreihundertneunundvierzig Euro und zweiundsiebzig Cent (EUR 1.349,72) gezeichnet;

- dreiunddreißigtausend siebenhundertdreiundsechzig (33.763) neue Aktien der Klasse A1, dreiunddreißigtausend siebenhundertdreiundsechzig (33.763) neue Aktien der Klasse A2, dreiunddreißigtausend siebenhundertdreiundsechzig (33.763) neue Aktien der Klasse A3 und dreiunddreißigtausend siebenhundertdreiundsechzig (33.763) neue Aktien der Klasse A4 wurden von Patrick Smulders, oben benannt, zum Gesamtpreis von eintausend dreihundertfünfzig Euro und zweiundfünfzig Cent (EUR 1.350,52) gezeichnet;

- dreiunddreißigtausend siebenhundertsechundsiebzig (33.776) neue Aktien der Klasse A1, dreiunddreißigtausend siebenhundertsechundsiebzig (33.776) neue Aktien der Klasse A2, dreiunddreißigtausend siebenhundertsechundsiebzig (33.776) neue Aktien der Klasse A3 und dreiunddreißigtausend siebenhundertsechundsiebzig (33.776) neue Aktien der Klasse A4 wurden von Olivier Haarmann, oben benannt, zum Gesamtpreis von eintausend dreihunderteinundfünfzig Euro und vier Cent (EUR 1.351,04) gezeichnet;

- dreihundertzehntausend fünfhundertsechzig (310.560) neue Aktien der Klasse A1, dreihundertzehntausend fünfhundertsechzig (310.560) neue Aktien der Klasse A2, dreihundertzehntausend fünfhundertsechzig (310.560) neue Aktien der Klasse A3 und dreihundertzehntausend fünfhundertsechzig (310.560) neue Aktien der Klasse A4 wurden von Green Point Management Beteiligungs GmbH & Co. KG, oben benannt, zum Gesamtpreis von zwölftausend vierhundertzweiundzwanzig Euro und vierzig Cent (EUR 12.422,40) gezeichnet;

Die so gezeichneten Aktien wurden vollständig durch Bareinlage bezahlt, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde und welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Als Ergebnis der in den Beschlüssen 2, 3 und 4 genannten Kapitalmaßnahmen bestätigt die Hauptversammlung, das Aktienkapital von seinem bisherigen Betrag von zweiundneunzigtausend dreihundertsiebenundvierzig Euro und zwei Cent (EUR 92.347,02) auf fünfzigtausend und einen Euro (EUR 50.001,-) herabzusetzen.

Fünfter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Artikel der Gesellschaftssatzung vollständig zu ändern, welche künftig folgenden Wortlaut hat:

„A. Name - Dauer - Gesellschaftszweck - Eingetragener Sitz - Haftung der Aktionäre

Art. 1. Name. Hiermit besteht zwischen den derzeitigen Eigentümern der Aktien und/oder jeder Person, die in Zukunft Aktionär sein kann, eine Gesellschaft in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) unter dem Namen „Green Point Holdings S.C.A.“ (die „Gesellschaft“).

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit errichtet. Sie kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Hauptversammlungsbeschluss in der Weise aufgelöst werden, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1 Zweck der Gesellschaft ist die Einrichtung, der Besitz und die Verwaltung eines Portfolios, bestehend aus Beteiligungen und Rechten aller Art und jeder sonstigen Form von Investitionen in Unternehmen im Großherzogtum Luxemburg sowie in ausländischen Gesellschaften, ungeachtet dessen, ob diese Unternehmen bereits gegründet wurden oder noch zu gründen sind, insbesondere durch Zeichnung, Erwerb durch Kauf, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten aller Art, einschließlich bestehender Darlehen, Forderungen oder Ansprüche sowie Eigenkapitalinstrumente, Schuldtitel, Patente und Lizenzen, sowie die Verwaltung und Kontrolle dieses Portfolios im Hinblick auf eine eventuelle Realisierung des Portfolios durch Verkauf, Börsengang, Tausch oder auf sonstige Weise.

3.2 Es wird vereinbart, dass die Gesellschaft keine Transaktionen abschließen wird, die bewirken könnten, dass sie an einer Geschäftstätigkeit beteiligt ist, die als eine in der Finanzbranche reglementierte Geschäftstätigkeit betrachtet werden würde. Die Gesellschaft ist weiter wie folgt berechtigt:

- Sie kann jede Form von Sicherheit zur Erfüllung von Verpflichtungen der Gesellschaft oder einem Unternehmen gewähren, woran sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte aller Art besitzt oder worin die Gesellschaft auf sonstige Weise investiert hat oder das zu demselben Gruppe von Gesellschaften wie die Gesellschaft gehört; oder einem Direktor oder einem sonstigen leitenden Angestellten oder Vertreter der Gesellschaft oder jedem Unternehmen, an dem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte besitzt, worin die Gesellschaft auf sonstige Weise investiert hat oder welches zu derselben Gruppe von Gesellschaften wie die Gesellschaft gehört, und

- Sie kann Geldmittel als Darlehen gewähren oder ein Unternehmen auf sonstige Weise unterstützen, woran sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte aller Art besitzt oder worin die Gesellschaft auf sonstige Weise investiert hat oder welches zu demselben Konzern wie die Gesellschaft gehört.

3.3 Unter Beachtung derselben Beschränkung wie gemäß Artikel 3.2 kann die Gesellschaft alle Geschäfte durchführen, die ihrem direkten oder indirekten Gesellschaftszweck dienen. Innerhalb dieses Gesellschaftszwecks darf die Gesellschaft insbesondere:

- Geldmittel aufnehmen, insbesondere durch Kreditaufnahme in jeder Form oder durch Ausgabe von Wertpapieren oder Schuldtiteln, einschließlich Anleihen, oder durch Annahme einer sonstigen Form der Investition oder durch Gewährung von Rechten aller Art und Natur;

- an der Gründung, Verwaltung und/oder Kontrolle eines Unternehmens im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland beteiligt sein; und

- als Partner / Gesellschafter mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für die Schulden und Verpflichtungen von luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen handeln.

Art. 4. Eingetragener Sitz.

4.1 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Komplementärs innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden.

4.3 Er kann durch einen Beschluss im Rahmen einer Hauptversammlung der Aktionäre (die „Hauptversammlung“) in jede andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden, der Beschluss wird in der Art und Weise gefasst, wie sie für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

4.4 Zweigniederlassungen oder sonstige Geschäftsstellen können durch einen Beschluss des Komplementärs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

Art. 5. Haftung der Aktionäre. Der Komplementär der Gesellschaft, Green Point Holdings GP S.A., eine gemäß der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft (société anonyme), eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer RCS B 156 664 mit Sitz in 5 Rue Guillaume Kroll, BP 2501, L-1025 Luxemburg (der „Komplementär“), haftet persönlich und unbeschränkt für alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die nicht aus dem Gesellschaftsvermögen bezahlt werden können. Jeder andere Aktionär (associé commanditaire - Kommanditist) haftet nur bis zum Betrag seiner Einlage in der Gesellschaft.

B. Grundkapital - Aktien - Aktienregister - Eigentum und Übertragung von Aktien

Art. 6. Grundkapital.

6.1 Ausgegebenes Grundkapital

6.1.1 Das ausgegebene Grundkapital der Gesellschaft beträgt EUR 50.001 (in Worten: fünfzigtausend und ein Euro), bestehend aus den folgenden 5.000.100 (in Worten: fünf Millionen und einhundert) Aktien, wobei alle Aktien einen Nennwert von je einem Cent (EUR 0,01) haben:

- a) 1.250.000 (in Worten: eine Million zweihundertfünfzigtausend) Klasse A1 Aktien;

- b) 1.250.000 (in Worten: eine Million zweihundertfünfzigtausend) Klasse A2 Aktien;

- c) 1.250.000 (in Worten: eine Million zweihundertfünfzigtausend) Klasse A3 Aktien;

- d) 1.250.000 (in Worten: eine Million zweihundertfünfzigtausend) Klasse A4 Aktien (zusammen mit den Klasse A1 Aktien, den Klasse A2 Aktien und den Klasse A3 Aktien: „Klasse A-Aktien“ genannt);

und

e) 100 (in Worten: einhundert) Management-Aktien.

6.1.2 Nach gesetzlichen Bestimmungen und ungeachtet der Ermächtigung des Komplementärs in Artikel 6.2 kann das ausgegebene Grundkapital der Gesellschaft durch einen Hauptversammlungsbeschluss in der Weise herabgesetzt oder erhöht werden, wie er für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

6.2 Genehmigtes Kapital

6.2.1 Das genehmigte Kapital der Gesellschaft ("Genehmigtes Kapital") beträgt EUR 991.347,24 (in Worten: neunhunderteinundneunzigtausend dreihundertsiebenundvierzig Euro und vierundzwanzig Cent).

6.2.2 Für die Dauer von fünf Jahren ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung dieser Satzung oder, gegebenenfalls ab dem Beschluss über eine Verlängerung der Genehmigung, eine Erhöhung oder Herabsetzung des Genehmigten Kapitals im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, ist und wird der Komplementär hiermit ermächtigt, Aktien auszugeben, Optionen zur Zeichnung von Aktien zu gewähren und sonstige in Aktien umwandelbare Instrumente jeweils innerhalb der Grenzen des Genehmigten Kapitals an solche Personen und zu solchen Bedingungen auszugeben, die er für richtig hält, und zur Durchführung dieser Ausgabe insbesondere das Recht auf vorzugsweise Zeichnung des Aktionärs bzw. der bestehenden Aktionäre zur Zeichnung von neuen auszugebenden Aktien gemäß den Bestimmungen in den Artikeln 6.3 und 6.4 unten aufzuheben oder zu beschränken.

6.2.3 Diese Ermächtigung kann durch einen Hauptversammlungsbeschluss in der Weise, wie er für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist, einmal oder mehrmals und jedes Mal für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren verlängert werden.

6.2.4 Gemäß der gesetzlichen Bestimmungen kann das Genehmigte Kapital der Gesellschaft durch einen Hauptversammlungsbeschluss in der Weise, wie er für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

6.3 Errichtung von zusätzlichen Aktienklassen

Wenn die Klasse A-Aktien eingezogen oder von der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dieser Satzung und/oder des Vertrags der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) (wie nachstehend in Artikel 9.6 definiert) zurückgekauft werden, werden die Aktionäre unverzüglich für eine jeweils neue Aktienklasse abstimmen und neue Klassen von Klasse A Aktien einrichten, mit demselben Nennwert pro Aktie, in derselben Anzahl (pro Klasse und in Total) und mit denselben wirtschaftlichen und gesetzlichen Rechten wie alle eingezogenen und zurückgekauften Klassen der Klasse A-Aktien, die an die Eigentümer der eingezogenen oder zurückgekauften Klasse A-Aktien im Verhältnis ihrer Beteiligung an diesen eingezogenen oder zurückgekauften Klasse A-Aktien und gegen Barzahlung des jeweiligen Nennbetrags ausgegeben werden („Aufstockende Ausschüttung“), dies im Übrigen in dem Umfang, in dem kein Genehmigtes Kapital besteht. Falls die Gesellschaft ein ausreichendes Genehmigtes Kapital hat, kann der Komplementär die Errichtung von Klasse A-Aktien beschließen, dies jedoch nur in der im vorangegangenen Satz beschriebenen Art und Weise. Wenn und soweit sich ein Aktionär gegen eine Zeichnung dieser neuen Aktien entscheidet, wird die Gesamtzahl der ausgegebenen Klasse A-Aktien um den nicht gezeichneten Teil verringert. Unbeschadet der anderen Bestimmungen dieser Satzung und/oder des Vertrags der Wertpapierinhaber (falls vorhanden), kann der Komplementär nach seinem alleinigen Ermessen Abweichungen von den Bestimmungen dieses Absatzes festlegen.

Außerdem sollen die Aktionäre für die Schaffung von neuem Genehmigtem Kapital stimmen oder das Genehmigte Kapital erhöhen bis zu dem Betrag, der in dieser Satzung vorgesehen ist, falls das Genehmigte Kapital erlischt.

Die Errichtung von neuen Klasse A-Aktien, die Errichtung oder Erhöhung des Genehmigten Kapitals mit Blick auf Artikel 6.3 und die Ausgabe anderer neuer Aktien steht unter den Zustimmungsvoraussetzungen des Artikels 16.2.

6.4 Rechte auf vorzugsweise Zeichnung; Verwässerungsschutz

6.4.1 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften und mit Ausnahme der Festlegungen der Aktionäre gemäß Artikel 6.4.2, (i) hat jeder Aktionär, der Klasse A-Aktien hält, ein Recht auf vorzugsweise Zeichnung und (ii) hat BlueBay ein bevorzugtes Recht auf Zeichnung oder eine weitere Abrufoption in Übereinstimmung mit Artikel 6.4.3 bei der Ausgabe von neuen Aktien (unabhängig von der Klasse), als Ausgleich für Einlagen in bar, zu demselben Preis pro Aktie für jede Aktienklasse und zu anderen anteiligen Bedingungen wie bei einer solchen Neuausgabe, mit folgenden Ausnahmen: (x) Aufstockende Ausgabe (deren Zeichnungen den Regelungen von Artikel 6.3 entsprechen muss), (y) Ausgabe im Zusammenhang mit einem Management-Anreizprogramm. Das Recht auf vorzugsweise Zeichnung für jeden Aktionär und BlueBay gilt in demselben Verhältnis wie (i) im Falle der Aktionäre das Verhältnis zwischen der Anzahl der Klasse A Aktien, die dieser Aktionär besitzt, die nicht Optionen oder Garantien unterliegen und (ii) im Falle von BlueBay die Anzahl der Klasse A-Aktien, die die Aktionäre besitzen, die nicht Optionen oder Garantien unterliegen, zu der Gesamtzahl der Klasse A Aktien der Gesellschaft, jeweils vor einer solchen Neuausgabe. Die Gesellschaft und BlueBay haben den Aktionären und BlueBay mindestens 20 Werktagen vor der beabsichtigten Ausgabe eine schriftliche Mitteilung zu senden, worin der Gegenwert, den die Gesellschaft zu empfangen beabsichtigt, sowie die Bedingungen für die Ausgabe von Aktien angegeben werden (die „Ausgabe-Mitteilung“). Ein Aktionär und BlueBay müssen der Gesellschaft schriftlich innerhalb von zehn (10) Werktagen nach Erhalt der Ausgabe-Mitteilung der Gesellschaft antworten, ob und in welchem Umfang er sein Recht auf vorzugsweise Zeichnung gemäß diesem Artikel 6.4.1 ausüben will. „Werktag“ bezeichnet einen anderen Tag als einen Samstag oder Sonntag oder einen Tag, an dem die Banken in Luxemburg Öffnungszeiten haben.

6.4.2 Vorbehaltlich des Gesellschaftsrechts kann ein solches Recht auf vorzugsweise Zeichnung gemäß Artikel 6.4.1 durch einen Hauptversammlungsbeschluss der Gesellschaft eingeschränkt oder aufgehoben werden, der gemäß Artikel 16 gefasst wird und unterliegt ebenso dem Zustimmungserfordernis gemäß Artikel 16.2.

6.4.3 Wenn die Ausgabe neuer Aktien vorgeschlagen wird, ist BlueBay berechtigt, entweder (i) direkt aufgrund seines vorrangigen Zeichnungsrechts solche neuen Aktien zu zeichnen oder (ii) zu fordern, dass die Investoren solche neuen Aktien zeichnen und BlueBay eine weitere Option oder Garantie durch die Investoren zu denselben Bedingungen, wie sie bereits für existierende Optionen und Garantien gewährt werden, gewährt wird, und dies in jedem Fall auf anteiliger Basis für den Betrag neuer, BlueBay gemäß Artikel 6.4.1 zuschreibbarer Aktien. Für den Fall, dass BlueBay sich dafür entscheidet, keine neuen Aktien zu zeichnen, muss BlueBay den Investoren dies innerhalb von fünf (5) Werktagen nach Erhalt der Ausgabe-Mitteilung schriftlich mitteilen.

Art. 7. Aktien.

7.1 Das Grundkapital der Gesellschaft ist in Klasse A-Aktien und einhundert Management-Aktien aufgeteilt. Jede Aktie hat denselben Nennwert.

7.2 Alle Klasse A-Aktien sind in jeder Hinsicht identisch. Alle Klasse A-Aktien sind anteilmäßig an der Ausschüttung von Dividenden und an jeder anderen Art der Ausschüttung von Vermögenswerten als durch Dividenden beteiligt, die zusammengenommen solchen Klasse A-Aktien zugeteilt werden. Jede Klasse A- Aktie gibt seinem Inhaber ein Stimmrecht für alle Angelegenheiten, über die die Aktionäre zur Abstimmung berechtigt sind.

7.3 Die Management-Aktien gewähren ihrem Inhaber ein Stimmrecht von einhundert Stimmen für alle Angelegenheiten, über die die Aktionäre zur Abstimmung berechtigt sind. Das gesetzliche Vetorecht des Komplementärs ist jedoch ausgeschlossen. Die Management-Aktien berechtigten, soweit dies gesetzlich zulässig ist, zu einer jährlichen Dividende von 5% zu ihrem Nennwert, jedoch nicht zur Ausschüttung von anderen Dividenden und zu keiner anderen Art der Ausschüttung von Vermögenswerten als durch Dividenden.

7.4 Alle Aktien sind rückkaufbar. Gezeichnete und voll einbezahlte rückkaufbare Aktien sind nach einem Antrag der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen von Artikel 49-8 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung rückkaufbar. Der Rückkauf solcher Aktien ist gemäß Artikel 72-1 des Gesetzes vom 10 August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung nur durch für Ausschüttungen verfügbare Mittel zulässig (ausschüttungsfähige Mittel, einschließlich der Sonderrücklage, die mit den von der Gesellschaft als Agio erhaltenen Mitteln eingerichtet werden) oder aus den Erträgen einer Neuausgabe zum Zweck eines solchen Rückkaufs. Zurückgekauft Aktien verleihen keine Stimmrechte und keine Ansprüche auf den Bezug von Dividenden oder auf den Erlös aus einer Liquidation. Die zurückgekauften Aktien werden innerhalb einer angemessenen Frist nach ihrem Rückkauf für ungültig erklärt.

7.5 Tod, Geschäftsunfähigkeit, Abwicklung, Konkurs oder sonstige ähnliche Ereignisse in Bezug auf einen Aktionär bewirken nicht die Auflösung der Gesellschaft.

7.6 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien und dürfen nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden.

7.7 Aktien können in Stückelungen in weniger als einer Aktie ausgegeben werden. Teilaktien verleihen im Umfang dieses Teils dieselben Rechte wie ganze Aktien, wobei Aktien nur dann ein Stimmrecht verleihen, wenn die Zahl der Teilaktien auf eine oder mehrere ganze Aktien angehäuft werden können.

Art. 8. Aktienregister.

8.1 Ein Aktienregister wird am Sitz der Gesellschaft geführt, wo es für jeden Aktionär zur Einsicht zur Verfügung gestellt wird. Dieses Aktienregister enthält insbesondere den Namen jedes Aktionärs, seinen/ihren Wohnsitz oder eingetragenen Firmensitz, die Anzahl der von diesem Aktionär gehaltenen Aktien, Angaben über die geleisteten Zahlungen für die Aktien, jede Übertragung von Aktien und die Zeitpunkte dieser Übertragungen gemäß Artikel 9.5 sowie jede für Aktien gewährte Sicherheit.

8.2 Jeder Aktionär hat der Gesellschaft per Einschreiben seine/ihre Adresse und alle diesbezüglichen Änderungen mitzuteilen. Die Gesellschaft darf auf die letzte von ihr erhaltene Adresse des Aktionärs vertrauen.

Art. 9. Allgemeine Bestimmungen.

9.1 Der Eigentumsnachweis bezüglich der Aktien kann durch die Eintragung eines Aktionärs in das Anteilsverzeichnis begründet werden. Auf Verlangen und auf Kosten des jeweiligen Aktionärs werden Bescheinigungen über diese Eintragungen durch den Komplementär ausgestellt und unterzeichnet.

9.2 Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Wenn eine Aktie mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, die im Verhältnis zur Gesellschaft als alleiniger Eigentümer dieser Aktie zu betrachten ist. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte auszusetzen, die mit einer Aktie verbunden sind, der von mehreren Eigentümern gehalten wird, bis ein Eigentümer bezeichnet worden ist.

9.3 Der Komplementär muss jederzeit mindestens eine Management-Aktie der Gesellschaft halten und darf die Einzelaktie oder die Gesamtheit der Aktien, die er besitzt, gegebenenfalls nur unter Lebenden oder im Fall des Todes an einen Nachfolger als Geschäftsführer übertragen, der von der Hauptversammlung in der Weise ernannt wird, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

9.4 Unbeschadet von Artikel 9.6 und 10 wird jede Übertragung von Aktien gegenüber der Gesellschaft und Dritten entweder durch die Eintragung einer Übertragungserklärung in das Aktienregister wirksam, die durch den Veräußerer und den Erwerber oder ihre jeweiligen Vertreter unterzeichnet und datiert wird, oder nach einer Mitteilung über die Übertragung an die Gesellschaft oder nach Annahme der Übertragung durch die Gesellschaft, worauf folgend der Komplementär berechtigt ist, diese Übertragung in das Aktienregister einzutragen. Der Komplementär kann die Eintragung einer Übertragung ablehnen, wenn in der Erklärung oder Mitteilung gegebenenfalls nicht die genaue Bezeichnung des neuen Aktionärs und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien angeführt ist.

9.5 Die Gesellschaft ist über den Komplementär auch zur Annahme einer Übertragung berechtigt und darf diese in das Aktienregister eintragen, wenn darauf in einer Korrespondenz oder in einem anderen Dokument verwiesen wird, worin die Zustimmung des Veräußerers und des Erwerbers festgelegt ist.

9.6 Jede Übertragung von Aktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten erst wirksam, wenn die Bestimmungen des Vertrages der Wertpapierinhaber („falls vorhanden“) erfüllt sind. Unter „Vertrag der Wertpapierinhaber“ ist jede Vereinbarung zwischen, unter anderem, den Aktionären der Gesellschaft, der Gesellschaft, dem Komplementär und anderen Personen in der zuletzt gültigen Fassung zu verstehen, welche in Kraft ist.

9.7 Falls ein Aktionär unter Anwendung des Anwendbaren Rechts insolvent ist oder wird, kann dieser Aktionär aus der Gesellschaft ausgeschlossen werden, durch einen mit einfacher Mehrheit verabschiedeten Aktionärsbeschluss durch alle Aktionäre der Gesellschaft (einschließlich des insolventen Aktionärs). Im Falle des Ausschlusses, muss die Gesellschaft diesem Aktionär als Gegenleistung für die Aktien, die von ihm gehalten werden, einen Betrag gleich dem Verhältnis der wirtschaftlichen Beteiligung des Aktionärs am Eigenkapital bezahlen. Diese wirtschaftliche Beteiligung wird in Bezug auf die Summe ermittelt, zu welcher der betreffende Aktionär berechtigt wäre (unabhängig davon, welche ihm im Hinblick auf seine Aktien zugewiesen worden wären), wenn unmittelbar vor seinem Ausschluss der gesamte Eigenkapitalwert gemäß der Artikel 25, 26 oder 27 ausgeschüttet worden wäre. Diese Schätzungssumme soll fällig und zahlbar sein, wenn und falls die Gesellschaft ausreichendes Barvermögen zur Verfügung hat, das dem betreffenden Aktionär ausgeschüttet werden kann. „Anwendbares Recht“ in Bezug auf jede Person, jedes Eigentum, jedes Vorhaben oder jedes Ereignis, bezeichnet alle gegenwärtigen und künftigen Gesetze, Satzungen, Regelungen, Abkommen, gerichtlichen Entscheidungen, oder Verfügungen, welche auf diese Person, dieses Eigentum, dieses Vorhaben oder dieses Ereignis Anwendung finden und, unabhängig davon ob sie Gesetzesrang haben oder nicht, alle jeweils anwendbaren hoheitlichen Richtlinien, Regelungen, Abkommen, Beschlüsse, Genehmigungen, Verordnungen und Regelwerke jeder Hoheitsgewalt, welche in Bezug auf die betreffende Person, das betreffende Eigentum oder das betreffende Vorhaben oder das betreffende Ereignis hoheitliche Rechte hat oder behauptet, diese zu haben. „Eigenkapitalwert“ bezeichnet den gesamten Marktwert der Gesellschaft, so wie ihn der Komplementär im Rahmen seines Ermessens festgelegt hat, dessen Entscheidung abschließend und für alle Aktionäre bindend ist (wobei ein Luxemburger Gericht feststellen kann, dass vertragliche Vereinbarungen nicht zwingend und bindend sind), soweit nicht ein offensichtlicher Irrtum vorliegt. „Insolvenz“ bedeutet, dass ein Anteilinhaber insolvent oder Konkurs gegangen ist, oder als insolvent oder Konkurs verurteilt worden ist, bzw. im Begriff ist (oder kurz davor) eine Auflösung zu betreiben oder sich einem Insolvenzverfahren unter Anwendung des Anwendbaren Rechts zu unterziehen.

Art. 10. Aktienübertragung.

10.1 Jede Übertragung von Aktien muss gemäß Artikel 7.4, Artikel 10 in Verbindung mit Artikel 12 durchgeführt werden. Im Fall eines Widerspruchs zwischen Artikel 10 und den sonstigen Bestimmungen dieser Satzung (anders als Artikel 7.4, welcher Artikel 10 vorgeht), hat Artikel 10 Vorrang. Soweit von den Aktionären nichts anderes genehmigt wird, muss jede Übertragung von dem Komplementär genehmigt werden und als Übertragung desselben Prozentuellen Anteils pro Aktienklasse (wie unten definiert) durchgeführt werden, die der Übertragende Aktionär übertragen will.

10.2 Kein Aktionär darf eine Übertragung (einschließlich, um Zweifel auszuschließen, Zulässiger Übertragungen) durchführen, und die Gesellschaft darf keine Aktien an eine Person ausgeben, die keine Partei des Vertrages der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) ist, ohne dass zuvor vom Erwerber oder Zeichner ein Beitrittsdokument (sowie andere maßgebliche oder notwendige Dokumente oder Urkunden) eingeholt wird, worin der Bindung an den Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) zugestimmt wird (für den Fall einer Übertragung, aus Sicht des Veräußernden einschließlich der besonderen Rechte, dies muss im wesentlichen der (gegebenenfalls notariellen) Form des an den Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) angehängten Entwurfs entsprechen und geschehen und zugunsten der Parteien des Vertrages der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) unterzeichnet sein und an diese Parteien an ihren jeweils eingetragenen Sitz übermittelt werden. Jede Übertragung von Aktien entgegen einer Bestimmung eines solchen Vertrages der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) oder entgegen dieser Satzung soll durch den Komplementär nicht genehmigt werden und wird dementsprechend ungültig und hat keine Rechtswirkung, und die Gesellschaft darf eine solche Übertragung weder durchführen, noch eine solche Übertragung in den entsprechenden Registern der Inhaber der Aktien eintragen, noch einen angeblichen Erwerber dieser Aktien zu irgendeinem Zweck als Eigentümer dieser Aktien behandeln.

10.3 Um sicherzustellen, dass eine bestimmte, zur Eintragung eingereichte Übertragung gemäß des Vertrages der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) und dieser Satzung zulässig ist, oder entsprechend durchgeführt wurde, ist die Gesellschaft berechtigt, vom Veräußerer oder vom Erwerber die Angaben oder Nachweise zu verlangen, die der Komplementär für notwendig oder relevant hält. Wenn diese Angaben oder Nachweise nicht in gutem Glauben und zur Zufriedenheit des Komplementärs innerhalb von achtundzwanzig (28) Werktagen nach einer diesbezüglichen Aufforde-

rung (oder der ersten von mehreren Aufforderungen) übermittelt werden, kann der Komplementär die Eintragung der jeweiligen Übertragung verweigern.

10.4 Der Komplementär kann nach seinem alleinigen Ermessen und ohne Angabe von Gründen die Eintragung der Übertragung von Aktien verweigern, die sonst gemäß des Vertrages der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) oder dieser Satzung zulässig wäre oder entsprechend durchgeführt wurde, wenn es um eine Übertragung handelt 10.4.1 von Aktien, an dem die Gesellschaft ein Recht oder eine Beteiligung besitzt; oder

10.4.2 von Aktien, für die der Inhaber dieser Aktien der Gesellschaft den gesamten oder Zeichnungspreis, oder Teile davon, schuldet.

10.5 Eine Verpflichtung zur Übertragung oder zur Ausgabe von Aktien gemäß dem Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) und dieser Satzung gilt als Verpflichtung zur Übertragung oder zur Ausgabe der gesamten rechtlichen und wirtschaftlichen Beteiligung an solchen Aktien, frei von Pfandrechten, Auflagen oder sonstigen Lasten.

10.6 Eine Übertragung von Aktien gilt auch als durchgeführt, und unterliegt deshalb ebenfalls die Bestimmungen des Vertrages der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) und dieser Satzung, wenn eine Änderung der Kontrollverhältnisse in Bezug auf Philippe Graf von Stauffenbergs Kontrolle über Raycrown (Malta) Limited., in Bezug auf H.I.G. Europe Capital Partners, L.P's Kontrolle über H.I.G. Europe- Duales System Deutschland Ltd. („H.I.G.“) und in Bezug auf Hyman Bielskis Kontrolle über HMAJG Co. LLC eingetreten ist.

10.7 „Angeschlossene Unternehmen“ sofern der Begriff in Bezug auf eine Person angewendet wird, meint jede andere Person (i) die von der erstgenannten Person kontrolliert wird, (ii) oder die die erstgenannte Person kontrolliert, oder (iii) die gemeinsam mit der erstgenannten Person von jemand anderem kontrolliert wird, sofern eine Person als Investment-Berater oder Manager anderer Personen fungiert, werden sie als angeschlossene Unternehmen von diesen anderen Personen erachtet und umgekehrt; In jedem Fall gilt, dass Personen auch als zueinander Angeschlossene Unternehmen betrachtet werden, wenn sie von dem identischen Investment Berater oder Manager oder gleichen Angeschlossenen Unternehmen beraten werden.

„Änderung der Kontrolle“ meint zum einen den Fall, dass eine Person, die allein oder gemeinsam mit anderen Personen handelt, die Kontrolle über irgendeine juristische Person hat (einschließlich Teilhaberschaften), ihre Kontrollrechte nicht ausübt, und zum anderen den Fall, dass eine andere Person, allein oder gemeinsam mit anderen Personen, gemeinsam mit der erstgenannten Person handelt und Kontrolle über dies e erlangt.

„Kontrolle“ (einschließlich der Begriffe kontrolliert und kontrollierend) meint im Hinblick auf jede Person, (i) die rechtliche oder wirtschaftliche Beteiligung, sei sie direkt oder indirekt, von mehr als 50 % der Stimmrechte an dieser Person oder im Hinblick auf die Treuhänderverwaltung, die wirtschaftliche Beteiligung von mehr als 50 % an dieser Treuhänderverwaltung bzw. das Innehaben einer Position als Treuhänder mit vergleichbaren Kompetenzen, oder (ii) die Kompetenz, eine andere Person zu managen, zu verwalten oder Einfluss auf die Verwaltung oder Geschäftspolitik dieser Person zu nehmen oder die Kompetenz, das Management, die Verwaltung und anderer Gesellschaftsorgane oder die Mehrheit der Mitglieder der Organe einer solchen Person direkt oder indirekt zu lenken, sei es durch die vertraglich vereinbarte oder sonst wie erworbene Inhaberschaft der Stimmrechte. Um jedem Missverständnis vorzubeugen, Eine Kommanditgesellschaft gilt, um Zweifel zu vermeiden, als von ihrem Komplementär kontrolliert.

„Börse“ meint das international anerkannte Investment- Wechselkurs- System oder das internationale automatisierte Kurs-System.

„Austritt“ meint den Austritt durch H.I.G. und BlueBay aus der Tochtergesellschaft der Gesellschaft und deren Tochtergesellschaften.

„Familienmitglied“ meint die Ehepartner, Witwen oder Witwer einer jeden natürlichen Person oder die Kinder und Enkelkinder dieser natürlichen Person (einschließlich ihrer Stiefund Adoptivkinder und Enkel).

„H.I.G.“ meint H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd.

„Investoren“ meint Raycrown (Malta) Limited, H.I.G., H.I.G. Luxembourg Holdings 31 S.à r.l., HMAJG Co. LLC, Elizabeth Walker, Oliver Haarmann, Patrick Smulders, und ihre jeweiligen Nachfolger.

„Börsennotierung“ meint jede Erlaubnis zur Einführung oder zum Handel an einer Börse von jeglichen Aktien der Gesellschaft oder Aktien von Niederlassungen der Gesellschaft, nicht eingeschlossen jede öffentliche Erstausschreibung der Aktien der Gesellschaft oder Aktien der Tochtergesellschaften der Gesellschaft in Verbindung mit einer Zulassung zur Notierung oder dem Handel an einer Börse.

„Ausschreibung“ meint das unterzeichnete und platzierte Angebot von Aktien der Gesellschaft, schließt aber, um jedem Missverständnis vorzubeugen jede öffentliche Erstausschreibung der Aktien der Gesellschaft oder Aktien der Tochtergesellschaften der Gesellschaft in Verbindung mit einer Zulassung zur Notierung oder dem Handel an einer Börse aus.

„Erlaubte Übertragung“ meint jede Übertragung von Aktien, wie es nach Artikel 12 statthaft ist.

„Person“ meint jede/r/s/ Individualperson, Alleininhaberschaft, Teilhaberschaft, juristische Person, Unternehmen, Gesellschaft, unbeschränkt haftende Gesellschaft, Treuhand, Gemeinschaftsunternehmen, jede hoheitliche Stelle/ Behörde, oder jede andere eingetragene oder nicht eingetragene Einheit oder Vereinigung jeder Art, einbezogen in diese Definition sind natürliche Personen in ihrer Eigenschaft als Treuhänder, Sachverwalter, Verwalter oder jeder anderen rechtlichen Funktion.

„Tochtergesellschaft/en“ meint jede Tochtergesellschaft einer Person, die durch diese Person kontrolliert wird.

Eine „Übertragung“ meint, mit Blick auf das Anwendbare Recht, jede Handlung, und „übertragen“ meint die Durchführung jeder Handlung, welche (direkt oder indirekt) in die Übertragung, die Verpfändung, die (dingliche und andere) Belastung, oder jede andere Verfügung der Aktien versucht zu münden oder mündet, oder jedes andere diesbezügliche Interesse (sei es ökonomischer oder stimmrechtlicher Qualität) daran, unabhängig davon, ob dies entgeltlich oder unentgeltlich erworben wurde, oder im Wege öffentlicher Versteigerung, rechtsgeschäftlich und willentlich oder durch gerichtliche Entscheidung erworben wurde, einschließlich der Verkäufe, Einlagen, Tauschgeschäfte, Übernahmen und Übertragungen von Vermögenswerten, Zusammenlegungen, Spaltungen, Übernahmen, Liquidierungen und ähnliche Transaktionen, sowie die Bewilligung von Vorkaufs- oder Vorverkaufsrechten, Sicherheiten oder anderer Institute, die ausgearbeitet und rechtsgeschäftlich gegen Aktien weitergegeben werden können oder umgewandelt werden können, ferner der Abschluss eines Tauschgeschäfts oder einer anderen Vereinbarung, die in einen vollständigen oder teilweisen Übertragung der wirtschaftlichen Gewinnmargen, des rechtlichen oder wirtschaftlichen Eigentums und /oder die Stimmrechte mündet oder münden kann, ungeachtet des Umstands, ob eine solche Transaktion durch die Freigabe von Wertpapieren, in Bar oder auf andere Weise geschieht (einzubeziehen sind hier die Gewährung von Treuhandrechten oder „nominee rights“). Ungeachtet jeder gegenteiligen Bestimmung im Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) oder in dieser Satzung darf eine Übertragung durch einen Partner, Teilhaber, Wertpapierinhaber oder einen anderen Teilnehmer bezüglich eines Fonds, der direkt oder indirekt Aktionär (diese Partner, Teilhaber, Wertpapierinhaber oder anderen Teilnehmer sind als „Fondsteilhaber“ zu bezeichnen) von Aktien eines solchen Fonds ist, zu Gunsten von Personen, die aufgrund dieser Übertragung Fondsteilhaber werden, ist keine Übertragung im Sinne des Vertrages der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) oder dieser Satzung, es sei denn, dass eine solche vom Fondsteilhaber bedingte Übertragung eine Änderung der Kontrolle in diesem Fonds verursacht.

„Treuhand“ meint in Bezug auf bestimmte natürliche Personen, eine Treuhand, die zu keinem Zeitpunkt wirtschaftliche Interessen bezüglich irgendeiner Aktie zu Gunsten anderer Personen begründet, es sei denn zu Gunsten der Person selbst und /oder ihrer Familienmitglieder.

Art. 11. „Drag along“- und „Tag along-Rechte“.

11.1 Drag-along Rechte

11.1.1 Wenn ein Aktionär eine Gruppe von Aktionären (die „Drag-Aktionäre“) vorschlägt, gemäß Artikel 10.1 fünfzig Prozent (50%) oder mehr Aktien (die zu übertragende Aktie ist als, „Block“ zu bezeichnen) an einen durchschnittlichen gutgläubigen Käufer („Drittkäufer“) zu übertragen, sollen diese Drag-Aktionäre eine schriftliche Mitteilung („Drag Along-Mitteilung“) an alle anderen Aktionäre („Übrige Drag-Aktionäre“) übermitteln. Dieses Drag along-Recht gilt auch im Fall einer Ausschreibung oder einer Börsennotierung. Diese Drag Along-Mitteilung muss mindestens fünfzehn (15) Werktage vor dem angebotenen Abschluss der Übertragung durch den Drag-Aktionäre an den Drittkäufer zugestellt werden und die Zusicherung beinhalten, dass es in Bezug auf Drittkäufer keine Sicherheiten oder andere Vereinbarungen bezüglich der Übertragung gibt und es müssen darin die Identität des potenziellen Erwerbers, die Anzahl und die Klasse der von den Drag-Aktionären besessenen Aktien, deren Übertragung angeboten wird, der Kaufpreis pro Aktien sowie alle übrigen Bedingungen und Bestimmungen der Übertragung ausreichend detailliert angeben sein. Der Drag-Aktionär muss spätestens zwei (2) Werktage vor dem angebotenen Abschluss der Übertragung, den anderen Übrigen Drag-Aktionären eine Kopie des betreffenden Vertrages/der betreffenden Verträge, der/die zwischen dem Drag-Aktionär und dem Drittkäufer abgeschlossen wurde(n), zukommen lassen. Zur Vermeidung von Unklarheiten gilt, dass (i) jedes Familienmitglied oder jeder Treuhänder eines Aktieninhabers, die eine natürliche Person ist, oder im Hinblick auf Raycrown (Malta) Limited jedes Familienmitglied oder Treuhänder von Philippe Graf von Stauffenberg, oder im Hinblick HMAJG Co LLC. jedes Familienmitglied oder Treuhänder von Hyman Bielski oder jedes Angeschlossene Unternehmen eines Aktionärs und (ii) jeder Erwerber, an den Aktien gemäß einem Management-Anreizprogramm der Gesellschaft und deren Niederlassung (falls eine solche besteht) übertragen werden, falls es gemäß Artikel 12 zulässig ist, nicht als Drittkäufer betrachtet werden. Die Übermittlung der Drag Along-Mitteilung gilt als unwiderrufliche Wahl des Drag-Aktionärs zum Kauf der Aktien der jeweils anderen Drag-Aktionäre in dem jeweils prozentuellen Anteil.

11.1.2 Nach Erhalt der Drag Along-Mitteilung sind die anderen Drag-Aktionäre zum Verkauf und zur Übertragung der jeweiligen Anzahl und Klasse von Wertpapieren dieser Übrigen Drag-Aktionäre an den Drittkäufer beim Abschluss der Übertragung des Blocks verpflichtet. Jeder Abschluss der Übertragung der Aktien an die übrigen Aktionäre gemäß der Drag Along-Mitteilung muss (i) zur selben Zeit wie der Abschluss der Übertragung des Blocks erfolgen und es müssen (ii) die Bedingungen pro rata nach dem Prozentuellen Anteil erfüllt sein und die jeweiligen Klassen mindestens so günstig sein, wie dies für den Block gilt.

11.1.3 Wenn die Drag-Aktionäre in Zusammenhang mit der Übertragung eines Blocks keine Drag Along-Mitteilung aussenden, dann müssen die Drag-Aktionäre eine Verkaufsmittteilung gemäß Artikel 11.2 aussenden und die übrigen Aktionäre können ihre Rechte gemäß diesem Artikel 11.2 ausüben. Zur Vermeidung von Unklarheiten gilt, dass für die Übertragung eines Blocks oder die Übertragung von Aktien nach einer Drag Along-Mitteilung oder Verkaufsmittteilung weder Vorkaufsrechte noch ein Recht der ersten Ablehnung anzuwenden sind.

11.1.4 Bei Erfolgen der Übertragung des Blocks und der Aktien der Übrigen Drag-Aktionäre ist der entsprechende Kaufpreis bei Abschluss per Bareinlage mit mindestens 86 % des Kaufpreises zu zahlen, der für den jeweiligen Kaufvertrag mit jedem der anderen Drag-Aktionäre zu zahlen gewesen wäre, und der Rest kann Gegenstand von Forderungen oder Rücklagen aus der Transaktion, entweder bezüglich der Übertragung oder anderweitig, an die verkaufenden Aktionäre

zu zahlen und der Komplementär hat die entsprechende Übertragung in das Aktienregister der Gesellschaft einzutragen. Alle für die jeweiligen Aktien ausgestellten Zertifikate werden als ungültig betrachtet.

11.1.5 „Prozentueller Anteil“ ist das Verhältnis zwischen der Anzahl der Aktien, die von der Drag Along-Mitteilung umfasst sein muss, oder von dem anderen Drag-Aktionär, je nach Fall, bei der jeweiligen Übertragung, und der Gesamtzahl der Aktien dieser Drag-Mitteilung, oder von dem anderen Drag-Aktionär, das pro Aktienklasse berechnet wird.

11.1.6 Die Drag-along-Rechte dieses Artikels 11 finden entsprechende Anwendung auf alle weiteren Drag-along-Rechte, die im Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) aufgeführt sind.

11.2 Tag along-Rechte

11.2.1 Wenn ein Aktionär oder eine Gruppe von Aktionären gemäß Artikel 10.1, („Übertragende Aktionär“) anbietet, fünfzig Prozent (50%) oder mehr an Wertpapieren („Tag-Wertpapiere“) an einen Drittkäufer zu übertragen und keine Drag Along-Mitteilung an alle Aktionäre verschickt wurde, hat der jeweilige Übertragende Aktionär mindestens fünfzehn (15) Werktagen vor dem angebotenen Abschluss einer solchen Übertragung eine schriftliche Mitteilung („Verkaufsmittteilung“) an alle übrigen Aktionäre („Übrige Wertpapierinhaber“) zu verschicken, worin den Übrigen Wertpapierinhabern die Option angeboten wird, sich an einer solchen angebotenen Übertragung durch Übertragung eines Prozentuellen Anteils von Aktien dieser Übrigen Wertpapierinhaber an den Drittkäufer zu beteiligen (zur Vermeidung von Unklarheiten soll dies nur gelten, wenn Wertpapiere nicht bereits nach einem hierin vorgesehenen Drag-along rechtzu übertragen sind). In dieser Verkaufsmittteilung muss die Identität des potenziellen Erwerbers, die Anzahl und die Klasse der von den Übertragenden Aktionären besessenen Aktien, deren Übertragung angeboten wird, der Kaufpreis pro Aktie sowie alle übrigen Bedingungen und Bestimmungen der Übertragung ausreichend detailliert angeben sein.

11.2.2 Jeder Übrige Aktionär kann innerhalb von fünf (5) Werktagen nach Erhalt einer Verkaufsmittteilung eine schriftliche Mitteilung an den Übertragenden Aktionär (jeweils als „Tag Along-Mitteilung“ bezeichnet) versenden, worin erklärt wird, dass sich dieser Übrige Wertpapierinhaber an dieser angebotenen Übertragung beteiligen will, unter Angabe der Anzahl der Aktien dieses Übrigen Wertpapierinhabers, der bei dieser angebotenen Übertragung zu berücksichtigen ist, sowie die Anzahl und Klassen, die dem Prozentuellen Anteil entsprechen.

11.2.3 Diese Tag Along-Mitteilung begründet eine verbindliche Zustimmung des Übertragenden Aktionärs und der beteiligten Übrigen Wertpapierinhaber zum Kauf bzw. zum Verkauf der jeweiligen Anzahl der Aktien dieser Übrigen Wertpapierinhaber an den Drittkäufer. Der Komplementär hat die Eintragung einer Übertragung von Wertpapieren des Übertragenden Aktionärs zu verweigern, sofern der Drittkäufer nicht auch die Wertpapiere der Übrigen Wertpapierinhaber gemäß diesem Artikel 11.2 erwirbt.

11.2.4 Wenn keiner der Übrigen Wertpapierinhaber rechtzeitig eine Tag Along-Mitteilung bezüglich der in der Verkaufsmittteilung angebotenen Übertragung an den Übertragenden Aktionär verschickt, ist der Übertragende Aktionär berechtigt, die in der Verkaufsmittteilung bezeichneten Aktien zu den in den hierin festgelegten Bedingungen und Modalitäten innerhalb von sechzig (60) Werktagen nach dem für die Zustellung der Tag Along-Mitteilungen festgesetzten Datum zu übertragen. Wenn einer oder mehrere der Übrigen Wertpapierinhaber rechtzeitig eine Tag Along-Mitteilung an den Übertragenden Aktionär verschicken, so hat sich der Übertragende Aktionär bestmöglich darum zu bemühen, zu veranlassen, dass der Drittkäufer einem Erwerb von sämtlichen Aktien zustimmt, die in allen Tag Along-Mitteilungen bezeichnet sind, die rechtzeitig an den Übertragenden Aktionär übermittelt wurden, und zwar zu denselben Bedingungen und Konditionen (nach dem Prozentuellen Anteil, auch für jede jeweilige Klasse), wie sie für die Aktien des Übertragenden Aktionärs gelten. Wenn dieser Drittkäufer nicht bereit ist oder nicht in der Lage ist, alle von diesem Verkauf umfassten angebotenen Aktien zu diesen Bedingungen zu erwerben, kann der Übertragende Aktionär beschließen, entweder die angebotene Übertragung zu widerrufen, oder die maximale Anzahl der Aktien, die der (die) Drittkäufer zu kaufen bereit ist (sind), pro Klasse zwischen dem Übertragenden Aktionäre und den Übrigen Wertpapierinhaber zuzuteilen, die rechtzeitig Tag Along-Mitteilungen an den Übertragenden Aktionär übermittelt haben, im Verhältnis zu den prozentuellen Anteilen dieser Aktionäre an der Gesellschaft. Wenn die in der Verkaufsmittteilung bezeichneten Aktien nicht innerhalb dieser oben genannten Frist und gemäß diesem Artikel 11.2 übertragen werden, dürfen sie nicht übertragen werden, bis sie den Aktionären wieder nach den in Artikel 11.2 bezeichneten Verfahren (in dem jeweils geltenden Umfang) angeboten werden.

11.2.5 Jede Übertragung der Aktien der Übrigen Wertpapierinhaber nach der Tag Along-Mitteilung muss (i) zur derselben Zeit wie der Abschluss der Übertragung der Tag-Anteile abgeschlossen sein, und zwar (ii) zu den Bedingungen und Konditionen nach dem Prozentuellen Anteil, auch für jede jeweilige Klasse, die mindestens so günstig wie die für die Tag-Anteile geltenden Bedingungen sein müssen.

11.2.6 Zur Vermeidung von Unklarheiten haben die Übrigen Wertpapierinhaber weiter die Rechte gemäß Artikel 11.2, unabhängig davon, ob der Übertragende Aktionär gemäß seinen Verpflichtungen nach dem jeweils geltenden Artikel eine Verkaufsmittteilung übermittelt hat.

11.2.7 DSD Investment (Luxembourg) S.à r.l. („BlueBay“) hat ein Tag-along-Recht gemäß dieses Artikels 11.2 und die darin enthaltenen Bestimmungen finden entsprechende Anwendung im Hinblick auf alle von BlueBay gehaltenen Optionen oder Garantien, wenn fünfzig Prozent (50%) oder mehr der Wertpapiere/Aktien der Gesellschaft, die zur entsprechenden Zeit herausgegeben wurden, auf einen Drittkäufer übertragen werden.

11.3 Die Aktionäre bestätigen, dass im Hinblick auf jede in Übereinstimmung mit diesem Artikel 11 durchgeführte Übertragung (i) diejenigen Aktionäre, die weniger als zehn Prozent (10%) der Aktien halten, in Verbindung mit einem

Ausstieg keine Zusicherungen, Gewährleistungen oder Entschädigungen leisten müssen, mit Ausnahme von Zusicherungen, Gewährleistungen und Entschädigungsleistungen, die sich auf unbelastete Titel dieser Aktionäre beziehen und von diesen im relevanten Ausstieg verkauft wurden, und (ii) diejenigen Aktionäre, die zehn Prozent (10%) der Aktien oder mehr halten, verpflichtet sind, die üblichen Zusicherungen, Gewährleistungen und/oder Entschädigungsleistungen im Verhältnis zu denjenigen der Drag-Aktionäre oder der Übertragenden Aktionäre (je nach Fall) zu erbringen; vorausgesetzt, die Aktionäre sind nur einzeln haftbar und dass sich der Drittkäufer im Übertragungsvertrag mit dem Drag-along-Aktionär oder gegebenenfalls dem Übertragenden Aktionär einigen soll, dass er nur Ersatzansprüche gegen die Übrigen Drag Along-Aktionäre oder gegebenenfalls die Übrigen Wertpapierinhaber haben soll, für Verletzungen von Zusicherungen, Gewährleistungen und Verpflichtungen auf die in diesem Artikel 11.3 Bezug genommen wird in Höhe eines Betrages, der zumindest nicht weniger günstig (im Verhältnis) für die Übrigen Drag-Aktionäre oder gegebenenfalls die Übrigen Wertpapierinhaber ist, im Vergleich zum Drag-Aktionär oder gegebenenfalls zum Übertragenden Aktionär, gleichwertig aber nicht mehr als vierzehn (14 %) des Kaufpreises, der in dem entsprechenden Kaufvertrag vorgesehen wurde (und bis zu dem Kaufpreis, der mit dem Drittkäufer im Falle von Zusagen, Gewährleistungen und Entschädigungsleistungen im Hinblick auf Rechtsansprüche vereinbart wurde) und dass jede Entschädigungszahlung deshalb eine ausschließliche Abhilfeszahlung gegenüber den Übrigen Drag-Aktionären oder gegebenenfalls den Übrigen Wertpapierinhabern ist.

Art. 12. Zulässige Übertragung von Aktien.

12.1 Aktien dürfen zu jeder Zeit von einem Aktionär, der er eine natürliche Person ist, an ein Familienmitglied oder Treuhänder des Aktionärs oder von einem Familienmitglied oder Treuhänder an ein anderes Familienmitglied oder Treuhänder desselben Aktionärs oder von den Begünstigten des Treuhänders an einen neuen Begünstigten desselben Treuhänders übertragen werden, vorausgesetzt, dass im Sinne dieses Artikel 12, ein Treuhänder, ein Begünstigter eines Treuhänders und eine Person, die ein Familienmitglied ist, keine Person oder kein Unternehmen ist, die (das) sich in Insolvenz oder in Konkurs befindet, oder eine Person oder ein Begünstigter in einem Insolvenz oder Konkursverfahren. Artikel 12.1 bis 12.3 sollen ebenfalls Anwendung finden für Übertragungen von Raycrowm (Malta) Limited an ein Familienmitglied oder einen Treuhänder von Philippe Graf von Stauffenberg und von HMAJG Co.LLC an ein Familienmitglied oder einen Treuhänder von Hyman Bielski.

12.2 Wenn bei einem Familienmitglied, das Aktien von einem Aktionär nach diesem Artikel 12 erworben hat, die Zugehörigkeit als Familienmitglied zu diesem Aktionär wegfällt (auch gemäß Artikel 12.3), wodurch die Übertragung als zulässige Übertragung gemäß diesem Artikel 12 qualifiziert wird, so hat dieses Familienmitglied die jeweiligen Aktien unverzüglich an diesen Aktionär zu einer Vergütung zurück zu übertragen, die sie vereinbaren können, oder im Fall des Nichtzustandekommens einer Vereinbarung innerhalb von zehn (10) Werktagen nach dem Verlust der Eigenschaft als Familienmitglied, zu der Vergütung (falls eine solche vereinbart wurde), die dieses Familienmitglied für den Erwerb geleistet hatte. Falls diese Übertragung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist abgeschlossen wird, kann der Komplementär einen Geschäftsführer ernennen, um die Dokumente zur Übertragung zugunsten des ursprünglichen Aktionärs zu unterzeichnen und er hat dafür zu sorgen, dass der Name des ursprünglichen Aktionärs in Bezug auf diese Aktien in das Aktienregister eingetragen wird, wobei angenommen wird, dass der jeweilige Erwerber und Veräußerer dieser Ernennung zugestimmt haben. Diese Bestimmungen gelten sinngemäß auch für einen Treuhänder, der die Aktien von einem Aktionär gemäß diesem Artikel 12 erworben hat und der nicht mehr der Definition eines Treuhänders entspricht, sodass die Begünstigten des Treuhänders die jeweiligen Aktien unverzüglich an den ursprünglichen Aktionär oder an ein Familienmitglied dieses ursprünglichen Aktionärs zurück übertragen müssen.

12.3 Bei Tod eines Aktionärs können die von diesem Aktionär an ein Familienmitglied übertragenen Aktien bei diesem Familienmitglied verbleiben und die von diesem Aktionär zum Zeitpunkt des Todes gehaltenen Aktien dürfen an ein Familienmitglied übertragen werden, vorausgesetzt jedoch, dass das Familienmitglied, das diese Aktien besitzt, nicht die Rechte gemäß Artikel 11.2 besitzen soll. Zur Vermeidung von Unklarheiten gilt jedoch, dass für diesen Aktionär Artikel 11.1 gilt.

12.4 Im Übrigen darf jeder Aktionär wie folgt Aktien übertragen:

12.4.1 jederzeit an ein Angeschlossenes Unternehmen dieses Aktionärs (zur Vermeidung von Unklarheiten umfasst dies auch eine indirekte Übertragung aufgrund einer Restrukturierung der Gesellschaft), vorausgesetzt dass, im dem Fall, dass ein Angeschlossenes Unternehmen, das von diesem Aktionär Aktien erworben hat, die Eigenschaft als Angeschlossenes Unternehmen dieses Aktionärs verliert, das Angeschlossene Unternehmen die Aktien unverzüglich an den Aktionär (oder an eines seiner Angeschlossenen Unternehmen) zurück übertragen muss;

12.4.2 jederzeit an eine Person im Fall einer Übertragung nach einem Drag-along-Recht und Tag-along-Recht gemäß der Artikel 11.1 und 11.2;

12.4.3 jederzeit im Rahmen eines Management-Anreizprogramms der Gesellschaft und der Tochtergesellschaften, falls vorhanden.

12.5 Unter Beachtung sonstiger relevanter Bestimmungen dieser Satzung und des Vertrages der Wertpapierinhaber (falls vorhanden), ist der Komplementär verpflichtet, jede zulässige Übertragung einzutragen, die unter die Bestimmungen dieses Artikel 12 mit den entsprechenden Registern der Aktionäre der Gesellschaft fällt.

C. Hauptversammlung

Art. 13. Befugnisse der Hauptversammlung.

13.1 Eine ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung stellt eines der Organe der Gesellschaft dar. Die Hauptversammlung besitzt nur die Befugnisse, die ihr nach Gesetz, gemäß dieser Satzung und dem Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) zwingend vorbehalten sind.

13.2 Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, so hat dieser Aktionär die Befugnisse der Hauptversammlung auszuüben. Soweit anzuwenden, und soweit der Begriff „einziger Aktionär“ in dieser Satzung nicht ausdrücklich erwähnt wird, ist in diesem Fall gilt ein Verweis auf den in dieser Satzung verwendeten Begriff „Hauptversammlung“ zur Bezeichnung des „einzigen Aktionärs“.

Art. 14. Einberufung von Hauptversammlungen.

14.1 Die Hauptversammlung kann durch den Verwaltungsrat des Komplementärs einberufen werden, oder durch den (die) gesetzlichen Abschlussprüfer, sofern gegebenenfalls vorhanden, und wird an dem Ort und an dem Tag abgehalten, der in der Mitteilung über diese Hauptversammlung angegeben ist.

14.2 Jährliche Hauptversammlung

14.2.1 Die jährliche Hauptversammlung kann auch im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach der absoluten und endgültig bindenden Beurteilung des Komplementärs aufgrund außergewöhnlicher Umstände erforderlich ist.

14.2.2 Andere Versammlungen der Gesellschaft können an dem Ort und zu der Zeit in Luxemburg abgehalten werden, wie es in den jeweiligen Einberufungsmitteilungen für die Versammlung festgelegt ist.

14.3 Der Verwaltungsrat des Komplementärs, oder gegebenenfalls der (die) gesetzlichen Abschlussprüfer, oder der Aufsichtsrat (falls vorhanden) muss (müssen) eine jährliche Hauptversammlung innerhalb einer Frist von sechs (6) Monaten nach Abschluss der Bücher der Gesellschaft einberufen, die in der Gemeinde abzuhalten ist, wo sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an einem anderen Ort, der in der Mitteilung über diese Versammlung angegeben ist. Die jährliche Hauptversammlung wird, sofern nicht von allen Aktionären anderweitig vereinbart, am zweiten Dienstag im Mai um 10.00 Uhr abgehalten. Wenn dieser Tag kein Werktag ist, muss die jährliche Hauptversammlung am darauf folgenden Werktag stattfinden.

14.4 Der Vorstand des Komplementärs, oder gegebenenfalls der (die) gesetzlichen Abschlussprüfer, darf (dürfen) jederzeit eine außerordentliche Hauptversammlung einberufen. Jede außerordentliche Hauptversammlung kann auch von einem (oder mehreren) Aktionären einberufen werden, der (die) Aktien von zehn Prozent (10%) oder mehr des ausgegebenen Grundkapital der Gesellschaft besitzt (besitzen).

14.5 In der Einberufungsmitteilung für eine Hauptversammlung muss die Tagesordnung der Versammlung, sowie der Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten sein, und diese Mitteilung ist mindestens vierzehn (14) Tage vor dem für die Versammlung angesetzten Termin per Einschreiben an jeden Aktionär zu verschicken.

14.6 Ein oder mehrere Aktionäre, die insgesamt mindestens zehn Prozent (10%)x des ausgegebenen Grundkapitals der Gesellschaft vertreten, können die Ergänzung eines oder mehrerer Punkte auf der Tagesordnung einer Hauptversammlung verlangen. Ein solcher Antrag muss mindestens sieben Tage vor dem für die Versammlung angesetzten Termin per Einschreiben an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft verschickt werden.

14.7 Wenn alle Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Hauptversammlung ohne vorherige schriftliche Mitteilung abgehalten werden. Auf das Schriftlichkeitsgebot kann verzichtet werden, wenn die Zustimmung von einem Aktionär in Bezug auf sich selbst in schriftlicher Form erteilt wird, entweder als Original, per Fax oder per E-Mail.

Art. 15. Quorum, Abhaltung von Hauptversammlungen.

15.1 Sofern gesetzlich nichts anderes vorgeschrieben ist, ist eine (jährliche oder außerordentliche) Hauptversammlung beschlussfähig, sofern mindestens sechzig Prozent (60%) des ausgegebenen Grundkapitals vertreten ist. Wenn in einer Versammlung kein Quorum gegeben ist oder während einer Versammlung das Quorum nicht mehr besteht, so wird die Versammlung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte, für die kein Quorum gegeben ist, auf einen Zeitpunkt von sieben (7) Tagen nach dieser vertagten Versammlung zu derselben Zeit und an derselben Adresse vertagt. Die Mitteilung über die neuerliche Einberufung ist durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats des Komplementärs innerhalb von vierundzwanzig (24) Stunden nach der Vertagung an alle Aktionäre zu verschicken und hat die Tagesordnungspunkte, für die kein Quorum gegeben ist, sowie das Datum und die Ergebnisse der vertagten Versammlung anzugeben. Die nochmals einberufene Versammlung ist in Bezug auf die vertagten Tagesordnungspunkte unabhängig von dem Verhältnis der anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlussfähig.

15.2 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre ist ein Sitzungsausschuss für die Versammlung zu bilden, bestehend aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmenzähler, von denen jeder durch die Hauptversammlung zu ernennen ist, wobei sie keine Aktionäre sein müssen.

15.3 Wenn alle in der Hauptversammlung der Aktionäre anwesenden Aktionäre beschließen, dass sie die Ordnungsmäßigkeit der Stimmen kontrollieren können, so können die Aktionäre einstimmig beschließen, dass sie nur (i) einen Vorsitzenden und einen Schriftführer oder (ii) eine einzelne Person ernennen, die die Rolle des Ausschusses übernehmen und in diesem Fall besteht keine Notwendigkeit für die Ernennung eines Stimmenzählers. Jede Verweis auf einen „Ver-

sammlungsausschuss“ gilt als ein Verweis auf den „Vorsitzenden und Schriftführer“, oder gegebenen falls auf „die einzelne Person, die die Rolle des Ausschusses übernimmt“, je nach dem Kontext und soweit anwendbar.

15.4 Der Ausschuss der Versammlung hat dafür zu sorgen, dass die Versammlung nach den geltenden Vorschriften abgehalten wird, insbesondere nach den Vorschriften über die Einberufung, Mehrheitserfordernisse, Zusammenzählung der Stimmen und Vertretung der Aktionäre.

15.5 Es muss auf jeder Hauptversammlung eine Anwesenheitsliste geführt werden.

15.6 Teilnahme an Versammlungen

15.6.1 Jeder Aktionär der Gesellschaft kann an jeder Hauptversammlung durch Ernennung einer anderen Person, gleichgültig, ob sie Aktionär ist oder nicht, als sein Bevollmächtigter teilnehmen, wobei die Ernennung in schriftlicher Form als Original, per Fax, E-Mail oder Telegramm erfolgt, und eine Kopie als ausreichender Nachweis darüber gilt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten. Der Komplementär kann weitere Bedingungen festlegen, die von den Aktionären zur Teilnahme an einer Hauptversammlung erfüllt werden müssen.

15.6.2 Jeder Aktionär kann an einer Hauptversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, wobei alle Teilnehmer der Versammlung einander ständig hören und miteinander ständig sprechen und ordnungsgemäß beraten können, und die Teilnahme an einer Versammlung durch solche Mittel als persönliche Anwesenheit in der Versammlung gilt.

15.6.3 Jeder Aktionär kann an einer Hauptversammlung durch einen unterschriebenen Stimmzettel abstimmen, der per Post, e-Mail, Fax oder sonstige Kommunikationsmittel an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufungsmittelung angegebene Adresse verschickt wird. Die Aktionäre dürfen nur die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellten Stimmzettel verwenden, worin zumindest der Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung der Versammlung, der zur Entscheidung der durch die Versammlung eingereichte Antrag angegeben sind, sowie für jeden Antrag drei Kästchen, sodass der Aktionäre in Bezug auf jeden beabsichtigten Beschluss durch Ankreuzen des entsprechenden Kästchens jeweils dafür oder dagegen stimmen kann, oder sich der Stimme enthalten kann.

15.6.4 Stimmzettel, die für einen beabsichtigten Beschluss nicht nur (i) eine Stimme zugunsten des Antrags oder (ii) eine Stimme gegen den beabsichtigten Beschluss oder (iii) eine Enthaltung enthalten, sind in Bezug auf einen solchen Beschluss nichtig. Die Gesellschaft hat nur solche Stimmzettel zu berücksichtigen, die vor der Hauptversammlung erhalten wurden, worauf sie sich beziehen.

Art. 16. Zustimmung der Aktionäre.

16.1 Soweit nicht gesetzlich, durch den Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) und/oder diese Satzung anderes vorgeschrieben ist, müssen alle Anträge, die von den Aktionären zur Entscheidung vorgelegt werden, durch einfache Mehrheit der anwesenden oder wirksam vertretenen Aktionäre beschlossen werden.

16.2 Bestimmte Geschäfte, die von der Gesellschaft nicht durchgeführt werden dürfen, und die im Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) aufgelistet sind, dürfen ohne vorherige schriftliche Zustimmung durch H.I.G. und/oder BlueBay in Bezug auf die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften nicht durchgeführt werden.

Art. 17. Satzungsänderung Vorbehaltlich der gesetzlichen. Bestimmungen oder dieser Satzung oder dem Vertrag über Wertpapierinhaber (falls vorhanden) kann diese Satzung durch einen Hauptversammlungsbeschluss mit einer Mehrheit von zwei Drittel der in dieser Versammlung gültig abgegebenen Stimmen geändert werden, wenn mindestens sechzig Prozent (60%) des ausgegebenen Grundkapitals der Gesellschaft anwesend oder auf erste Aufforderung vertreten ist. Nach einer zweiten Aufforderung wird der Beschluss mit einer Mehrheit von zwei Drittel der in der Versammlung gültig abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig von dem Verhältnis des in der Versammlung anwesenden oder vertretenen Kapitals.

Art. 18. Protokolle der Hauptversammlungen.

18.1 Der Ausschuss einer Hauptversammlung der Aktionäre hat das Versammlungsprotokoll zu erstellen, das von den Mitgliedern des Ausschusses der Versammlung sowie von jedem Aktionäre auf Verlangen zu unterzeichnen ist.

18.2 Eine Kopie des Protokolls wird nach jeder Versammlung so schnell wie möglich an alle Aktionäre übermittelt.

18.3 Im Fall eines Alleinaktionärs hat dieser auch ein Protokoll über seine Beschlüsse zu erstellen und zu unterzeichnen.

18.4 Kopien oder Auszüge aus diesen Protokollen müssen durch den Notar beglaubigt werden, der die Originalurkunde verwahrt, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde festgehalten wurde, oder durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrats des Komplementärs.

D. Geschäftsführung

Art. 19. Befugnisse des Komplementärs.

19.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch den Komplementär geführt. Die anderen Aktionäre dürfen sich an der Geschäftsführung der Gesellschaft weder beteiligen, noch dürfen sie sich in die Geschäftsführung einmischen, und sie haben es zu unterlassen, im Namen der Gesellschaft in irgendeiner Art und Weise oder in irgendeiner Eigenschaft zu handeln.

19.2 Der Komplementär erhält möglichst umfangreiche Befugnisse für alle Verfügungshandlungen und die Verwaltung, oder ihre entsprechende Veranlassung, sowie zur Ergreifung aller Maßnahmen, die zur Erreichung des Gesellschaftszwecks

der Gesellschaft notwendig oder nützlich sind. Alle Befugnisse, die gemäß dem Gesetz oder dieser Satzung nicht zwingend der Generalversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Komplementärs.

19.3 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die Unterschrift des Komplementärs oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift der Person(en) verpflichtet, der/denen diese Vertretungsmacht durch den Komplementär erteilt wurde. Die Gesellschaft kann einer Person, die allein oder gemeinsam mit anderen Personen als Vertreter der Gesellschaft handelt, auch Sondervollmachten erteilen.

Art. 20. Auswechslung des Komplementärs. Vorbehaltlich des Artikels 16 kann der Komplementär jederzeit ohne vorherige Ankündigung und ohne Angabe von Gründen durch einen Hauptversammlungsbeschluss in der Weise abberufen und ersetzt werden, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist und mit Zustimmung der Aktionäre, die mindestens fünfundsiebzig Prozent (75 %) des ausgegebenen Grundkapitals halten.

Art. 21. Unbesetztes Amt des Komplementärs. Bei Tod, Geschäftsunfähigkeit oder einem sonstigen Umstand, der den Komplementär an der Ausübung des Amtes als Geschäftsführer der Gesellschaft hindert, wird die Gesellschaft nicht unmittelbar aufgelöst und abgewickelt, sofern die Hauptversammlung ohne schuldhaftes Zögern einen Verwalter ernennt, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, damit er dringende Handlungen und einfache administrative Handlungen bis eine Hauptversammlung abgehalten wird, vornimmt, die der Verwalter in einem solchen Fall innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach seiner Ernennung einberufen muss. In dieser Hauptversammlung werden die Aktionäre über die Ernennung eines Nachfolgers für den Komplementär beschließen. In Ermangelung dieser Ernennung ist die Gesellschaft aufzulösen oder muss ihre Rechtsform ändern.

Art. 22. Schriftliche Beschlüsse.

22.1 Der Komplementär hat seine Beschlüsse schriftlich zu verfassen und zu unterzeichnen.

22.2 Kopien oder Auszüge aus diesen Beschlüssen müssen von zwei (2) Mitgliedern des Verwaltungsrats des Komplementärs beglaubigt werden, wobei einer von ihnen von Raycrowne (Malta) Limited und einer von ihnen von H.I.G. Europe - Duales System Deutschland, Ltd zur Ernennung vorgeschlagen sein musste.

E. Aufsicht der Gesellschaft

Art. 23. Aufsichtsrat / Abschlussprüfer.

23.1 Die Aufsicht über die Geschäfte der Gesellschaft erfolgt durch einen Aufsichtsrat („Aufsichtsrat“), bestehend aus mindestens drei (3) Mitgliedern. Der Aufsichtsrat kann vom Komplementär zu Fragen konsultiert werden, die der Komplementär bestimmen kann, und er kann den Komplementär zu Handlungen ermächtigen, welche die Befugnisse des Komplementärs gemäß dem Gesetz oder einer Verordnung oder nach den Bestimmungen dieser Satzung überschreiten. Die Hauptversammlung soll die Mitglieder des Aufsichtsrats ernennen und ihre Anzahl, Vergütung und Amtsdauer festlegen, die nicht sechs (6) Jahre überschreiten soll. Die Mitglieder des Aufsichtsrats können wiedergewählt werden. Der Aufsichtsrat kann eines seiner Mitglieder zum Vorsitzenden wählen. Jedes Mitglied des Aufsichtsrats kann von der Hauptversammlung zu jedem Zeitpunkt ohne Vorankündigung und grundlos ausgetauscht werden.

23.2 Die Mitglieder des Aufsichtsrats haben ein uneingeschränktes ständiges Aufsichts- und Kontrollrecht über alle Geschäfte der Gesellschaft. Zur Durchführung ihrer Aufsichtspflichten besitzt der Aufsichtsrat die Befugnisse eines gesetzlichen Abschlussprüfers (commissaire).

23.3 Wenn die Aktionäre der Gesellschaft gemäß Artikel 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handelsregister, die Buchführung und die Jahresabschlüsse einen oder mehrere unabhängige(n) Abschlussprüfer (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt das Organ des Aufsichtsrats.

23.4 Ein unabhängiger Abschlussprüfer darf durch die Hauptversammlung nur begründet oder mit seiner Zustimmung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar von jedem Jahr und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 25. Gewinne.

25.1 Von den jährlichen Nettogewinnen der Gesellschaft müssen mindestens 5% für die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft zugeführt werden. Diese Zuteilung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange der Gesamtbetrag der Rücklage der Gesellschaft 10% des ausgegebenen Grundkapitals der Gesellschaft beträgt.

25.2 Geleistete Beträge durch einen Aktionär an die Gesellschaft können auch der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn dieser Aktionär der Zuteilung zustimmt.

25.3 Im Fall einer Kapitalherabsetzung kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft in demselben Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie nicht mehr als 10% des ausgegebenen Grundkapitals beträgt.

25.4 Innerhalb der gesetzlichen Bestimmungen hat der Komplementär zu bestimmen, wie der Restbetrag des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß des Vertrages der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) zu verwenden ist.

Art. 26. Zwischendividenden - Agio.

26.1 Gemäß den gesetzlichen Bestimmungen kann der Komplementär Zwischendividenden ausschütten.

26.2 Falls ein Agio besteht, kann es durch einen Beschluss des Komplementärs frei an die Aktionäre verteilt werden, vorbehaltlich eventueller gesetzlicher Vorschriften über die Unveräußerlichkeit des Grundkapitals und der gesetzlichen Rücklage.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation.

27.1 Unbeschadet Artikel 2 hat der Komplementär im Fall des Verlustes der Hälfte des ausgegebenen Grundkapital der Gesellschaft eine Hauptversammlung einzuberufen, die innerhalb einer Frist von höchstens zwei (2) Monaten ab dem Zeitpunkt abzuhalten ist, an dem dieser Verlust eingetreten ist oder durch den Komplementär festgestellt werden hätte sollen. In diesem Fall hat die Hauptversammlung über die Auflösung der Gesellschaft zu beschließen, wie es für angemessen befunden wird, und in der Art und Weise, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

27.2 Dieselben Vorschriften gelten bei einem Verlust von mindestens drei Viertel des ausgegebenen Grundkapitals der Gesellschaft, wobei die Auflösung nur dann erfolgen soll, wenn sie von einem Viertel der in der Hauptversammlung gültig abgegebenen Stimmen genehmigt wurde. Alle Aktionäre erklären sich damit einverstanden, dass sie nicht für eine derartige Auflösung abstimmen werden, sondern stattdessen für den Fortbestand der Gesellschaft, es sei denn, dass die Auflösung der Gesellschaft ist durch eine im Vorfeld abgegebene schriftliche Einverständniserklärung der Aktionäre, die mindestens fünfundsiebzig (75 %) des Aktienkapitals halten, zum Ausdruck gebracht worden.

27.3 Bei einer Auflösung der Gesellschaft ist die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren durchzuführen, die natürliche oder juristische Personen sind und von der Hauptversammlung ernannt wurden, in der die Auflösung der Gesellschaft beschlossen wurde, und die die Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren festlegen soll. Artikel 27.4 gilt jeweils für die Zuteilung der Nettoerlöse aus den Vermögenswerten der Gesellschaft nach der Abwicklung, falls solche verbleiben. Am Ende der Abwicklung der Gesellschaft werden alle Beträge, die von den Aktionären nicht geltend gemacht wurden, an die Caisse des Consignations gezahlt, die sie zugunsten der jeweiligen Aktionäre für die gesetzlich vorgesehene Frist aufbewahrt. Nach Ablauf dieser Frist fällt der Restbetrag dem Staat Luxemburg zu.

H. Geltendes recht, Referenzsprache

Art. 28. Geltendes Recht, Referenzsprache. Für diese Satzung gelten die rechtlichen Bestimmungen und Auslegungsregeln des luxemburgischen Rechts. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten gelten das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung und der Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden). Im Falle von Abweichungen zwischen dieser Satzung und dem Vertrag der Wertpapierinhaber (falls vorhanden) hat der Vertrag der Wertpapierinhaber Vorrang. Der englische Text dieser Satzung ist der verbindliche.“

Es ist über keine weiteren Angelegenheiten abzustimmen, die Hauptversammlung ist demnach geschlossen.

Worüber die vorliegende Urkunde in Luxemburg unterzeichnet wurde, an dem Tag, welcher zu Anfang der Urkunde erwähnt wird.

Der unterzeichnende Notar beherrscht die englische Sprache in Wort und Schrift und bestätigt auf Nachfrage der erschienenen Partei, dass die vorliegende Urkunde auf Deutsch abgefasst ist nebst einer englischen Fassung; auf Anfrage der erschienenen Partei und im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und deutschen Fassung, soll die englische Fassung maßgeblich sein.

Das Dokument wurde den erschienenen Parteien vorgelesen, welche zusammen mit dem Notar die vorliegende Originalurkunde unterzeichnet haben.

Signé: Metzschke, Harles, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9566. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014101135/1651.

(140120463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Gego S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 178.865.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014101143/9.

(140120738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Rideaux, Tapis Oestreicher s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9768 Reuler, Maison 22.

R.C.S. Luxembourg B 102.348.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le sept juillet.

Pardevant Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux,

ont comparu

1.- Monsieur Guillaume OESTREICHER, commerçant, né à Wiltz, le 19 juin 1944, demeurant à L-9768 Reuler, maison 22,

2.- Madame Christiane KOENER, commerçante, née à Clervaux, le 20 février 1947, demeurant à L-9768 Reuler, maison 22.

Les comparants ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

1.- Ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée Rideaux, Tapis Oestreicher s.à.r.l.» (1993 2407364) avec siège social à L-9768 Reuler, maison 22,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date 06 août 1993, publié au Mémorial C numéro 504 du 25 octobre 1993, page 24184, ci-après «la Société»,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B102348,

2.- Le capital social est fixé à SOIXANTE QUINZE MILLE EURO (75.000,-EUR) représenté par TROIS MILLE (3.000) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (25,-EUR) chacune, entièrement libérées et appartenant aux associés comme suit:

- à Monsieur Guillaume OESTREICHER, prénommé, mille cinq cents parts	1.500
- à Madame Christiane KOENER, prénommée, mille ci cents parts	<u>1.500</u>
Total: trois mille part	3.000

3.- La Société n'ayant plus d'activités, les associés décident par les présentes de la dissoudre avec effet immédiat

Les associés, en leur qualité de liquidateurs de la Société, déclarent en avoir réglé tout le passif et en avoir transféré tous les actifs à leurs profits. Les associés se trouvent donc investis de tous, les éléments actifs de la Société et répondront personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société, même inconnus à l'heure actuelle. Ils régleront également les frais des présentes.

Les associés déclarent en outre que la Société n'est pas propriétaire d'un immeuble au Grand-Duché de Luxembourg ni ailleurs.

Les associés déclarent également être les seuls bénéficiaires économiques de la présente opération.

4.- Partant, la liquidation de la Société est achevée et la Société est à considérer comme définitivement clôturée et liquidée.

5.- Décharge pure et simple de toutes choses relatives à leurs fonctions de gérante administrative respectivement gérant technique de la société est accordée à Monsieur Guillaume OESTREICHER et à Madame Christiane KOENER.

6.- Les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq ans au siège social de la Société à L-9768 Reuler, maison 22.

DONT ACTE, fait et passé à Clervaux, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Oestreicher, Koener, Martine Weinandy.

Enregistré à Clervaux, le 09 juillet 2014. Relation: CLE/2014/700. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Rodenbour C.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre aux firmes.

Clervaux, le 10 juillet 2014.

Martine WEINANDY.

Référence de publication: 2014100664/49.

(140120060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Elite Partners, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 134.049.

In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of the month of July;

Before Us Me Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned;

THERE APPEARED:

ELITE ADVISERS, a public limited liability company (société anonyme) with registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, incorporated under the laws of Luxembourg and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 124.371,

here represented by Ms. Claudia Rouckert, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy after signature ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name of "ELITE PARTNERS", governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 134.049 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 19 November 2007 and published in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2906 on 14 December 2007. The articles of association of the Company have not been amended since the incorporation.

- The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by one hundred and twenty-five (125) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, all fully subscribed and entirely paid in.

- The agenda is worded as follows:

1. Amendment of the corporate object of the Company and subsequent amendment of article 2 of the Company's articles of incorporation in order for it to read as follows:

" **Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is to act as general partner (associé gérant commandité) of Elite's Exclusive Collection, an investment company with variable capital -specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the Luxembourg act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended. The Company may carry out any activities which are directly or indirectly connected with its corporate purpose."

- The sole shareholder then passed the following resolution:

Sole resolution

The sole shareholder resolved to amend the corporate object of the Company and to subsequently amend article 2 of the Company's articles of incorporation in order to reflect the change of the corporate object. Article 2 of the Company's articles of incorporation shall now read as follows:

" **Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is to act as general partner (associé gérant commandité) of Elite's Exclusive Collection, an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the Luxembourg act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended. The Company may carry out any activities which are directly or indirectly connected with its corporate purpose."

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'année deux mille quatorze, le huitième jour du mois de juillet.

Pardevant Nous Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

ELITE ADVISERS, une société anonyme ayant son siège social au 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, soumise aux lois de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.371,

ici représentée par Mlle. Claudia Rouckert, employée privée, avec résidence professionnelle à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de «ELITE PARTNERS», soumise aux lois du Grand Duché de Luxembourg, avec son siège social au 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.049 (la «Société»), constituée à la suite d'un acte du notaire instrumentaire reçu le 19 novembre 2007 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2906 le 14 décembre 2007. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis la constitution.

- Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

- L'ordre du jour est exprimé comme suit:

1. Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société qui se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 2. Objet social.** L'objet de la Société est d'agir en qualité d'associé gérant commandité d'Elite's Exclusive Collection, une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous forme d'une société en commandite par actions soumise à la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissements spécialisés, telle que modifiée. La Société peut accomplir toutes activités se rapportant directement ou indirectement à son objet social.»

L'associé unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'associé unique décide de modifier l'objet social de la Société et décide la modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société afin de refléter le changement de l'objet social.

L'article 2 des statuts de la Société se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 2. Objet social.** L'objet de la Société est d'agir en qualité d'associé gérant commandité d'Elite's Exclusive Collection, une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous forme d'une société en commandite par actions soumise à la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissements spécialisés, telle que modifiée. La Société peut accomplir toutes activités se rapportant directement ou indirectement à son objet social.»

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9570. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014100969/107.

(140120437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.